2,50 F MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 16 MERCREDI 18 MARS 1981

L'échec de la politique économique des conservateurs devient dramatique.

Le patronat anglais prêt à lâcher Thatcher

(PAGE 9)

LA NOUVELLE GENERATION DES COOPERATIVES OUVRIERES

Les SCOP sont devenues le terrain de créativité et d'aventure des salariés licenciés qui veulent travailler autrement.

(PAGE 7)

Matches retour de la Coupe UEFA

Radiographie des croqueurs de Verts

(PAGE 12)

HAROUN TAZIEFF : LE JOUR OU LA FRANCE TREMBLERA

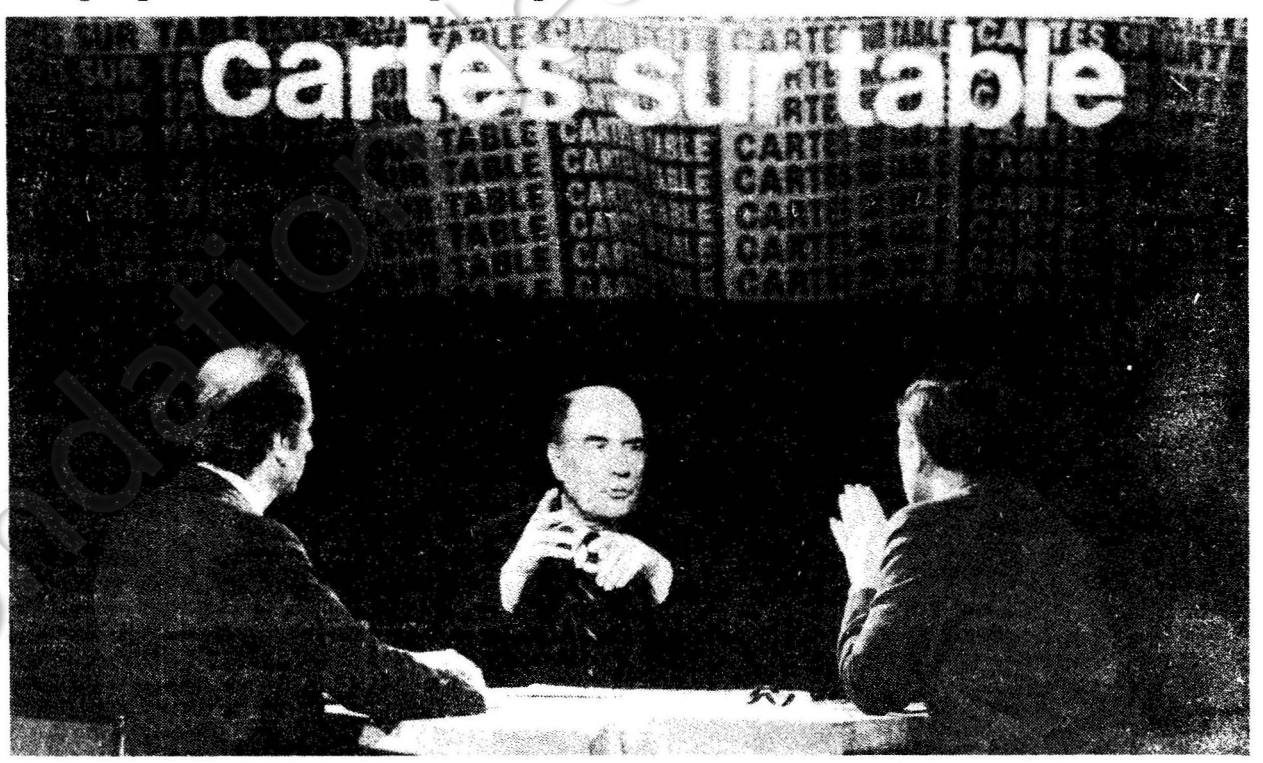
(PAGE 11)



François Mitterrand à Antenne 2 :

«JE FERAI POUR LA FRANCE CE QUE J'AI FAIT POUR LE SOCIALISME»

Au cours de son intervention télévisée, le candidat socialiste est d'abord apparu comme seul capable de rassembler les Français et de leur proposer une autre politique.



L'homme tranquille

C'EST un hasard, bien sûr, si les programmes de la télévision d'Etat sont tels que Raymond Barre est invité à TF1 au lendemain même du passage de François Mitterrand à Antenne 2. Mais le « meilleur économiste de France », si bien auréolé du prestige de ses réussites que Giscard ne l'avait pas envoyé en première ligne depuis huit mois, aura bien du mal à effacer l'impression très forte laissée, lundi soir, par le candidat socialiste.

François Mitterrand a parlé clair. Et en homme tranquille. « *La France a besoin d'un autre président. Je m'en sens la capacité* », a-t-il affirmé. De cette capacité à agir, à décider, à diriger, il a fait la preuve à la tête du Parti socialiste, qui est devenu, grâce à lui et à l'ardeur de ses militants, la première formation politique française.

Le candidat socialiste, sans s'attarder sur le bilan giscardien dont chacun a pu mesurer, dans sa vie quotidienne, les désastreux effets, s'est résolument tourné vers l'avenir, aussi bien en rappelant ses principales propositions, notamment pour l'emploi, qu'en précisant les conditions dans lesquelles il exercera le pouvoir que lui confieront les Français.

La politique n'est pas un jeu. Elle ne s'accommode pas de faux-semblants. Elle repose sur des accords précis, des contrats clairs, passés entre gens et formations de bonne foi.

Le futur président de la République s'appuiera sur la majorité qui l'aura élu, et qui se renforcera dès le lendemain du scrutin : nombreux, en effet, seront les Françaises et les Français qui, même parmi ceux qui n'auront pas apporté leur suffrage au candidat socialiste, se retrouveront ensemble pour soutenir l'œuvre de redressement de notre pays.

L'Assemblée nationale sera dissoute afin de donner la parole au peuple : c'est la loi de la démocratie. Ce sera alors aux formations politiques, et en particulier au PS et au PCF, de dire si elles veulent conclure des accords de désistement et même aller plus loin, vers un contrat de gouvernement. Comme l'a rappelé François Mitterrand, c'est de leur responsabilité.

Ces accords, ce contrat sont-ils envisageables ? Cela dépend des dirigeants du Parti communiste. Il n'y a pas d'accord possible, car ce serait tromper les Français, aussi longtemps que les dirigeants du PCF refusent l'union qu'ils ont brisée en 1977, aussi longtemps qu'ils font du PS et de son candidat leurs principaux adversaires, aussi longtemps qu'ils adoptent, en matière extérieure, une politique d'alignement sur l'étranger qui bafoue le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La balle est donc dans le camp des dirigeants communistes. C'est à eux de dire s'ils veulent changer de comportement et de position, ou s'ils préfèrent ignorer l'immense rassemblement qui se fait et se fera autour de François Mitterrand et risquer de briser, par-là même, l'aspiration à l'union et au changement de millions de Français.

Chacun prendra ses responsabilités. François Mitterrand l'a fait.

Claude GAULT

Fondation Jean Jaurès

VU DU

«WHO'S WHO»

«Giscard» tout simplement

CONSIGNE a été donnée aux porte-parole du candidat UDF d'oublier « d'Estaing » et de ne retenir que « Giscard » dans leurs interventions radio-télévisées et leurs réunions publiques.

On explique en effet que le « d'Estaing » en question exhale un *parfum aristocratique* mal venu par les temps qui courent. Pour faire « peuple », mieux vaut « Giscard ». Fi donc de la noblesse et vive la roture ! Dimanche soir, au Club de la presse d'Europe 1, Jean-François Deniau a été le premier à *pratiquer — par intermittence* — cet exemption de particule. L'effet sera *certainement grandiose* auprès des masses. Mais pourquoi faire les choses à moitié ? Car, après tout, « Valéry » n'est pas très « peuple » non plus. Aussi prête-t-on à « Giscard » l'intention de demander carrément au Conseil d'Etat un changement complet et immédiat de son etat-civil pour s'appeler, jusqu'à la date de l'élection présidentielle, Jean Dupont.

Quant à ceux qui penseraient que pour en arriver là *ce n'était vraiment pas* la peine que la famille Giscard déploie tant d'effets, voici quelques décennies, pour obtenir du Conseil d'Etat qu'il rallonge son nom en d'Estaing, c'est qu'ils ne comprennent rien aux dures nécessités d'une campagne électorale et aux subtilités du « marketing » politique.

François SOREL

A propos du Sud-Liban

Dans un article intitulé « Le Sud-Liban, champ de bataille du Proche-Orient » (*Combat socialiste* n° 10, mardi 10 mars 1981), Béatrice Khadige tente de brosser un historique de la situation au Liban.

La description des opérations israéliennes est aussi précise que subjective : « *Israël multiplie ses incursions... Israël commence déjà sa politique de représailles... La population civile n'est pas épargnée... Israël en a profité pour occuper...* », etc.

Concernant l'OLP il n'est jamais fait mention ni du caractère des opérations menées ni des cibles visées par cette organisation et ses « consœurs » agissant à partir du territoire libanais.

Il convient de préciser que pratiquement toutes les opérations menées par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) visent des populations civiles : attaque contre Kyriat Shmoneh (11 avril 1974, 18 morts), contre l'école de Maalot (15 mai 1974, 21 enfants assassinés), massacre des passagers de l'autobus Haïfa Tel-Aviv (32 morts, 82 blessés), le 11 mars 1978 et plus récemment l'incursion contre le kibboutz Misgav-Am, le 7 avril 1980 (3 morts dont un bébé d'un an).

Il est surprenant de constater qu'en ne donnant pas certains éléments d'information à ses lecteurs le quotidien du plus grand parti démocratique français semble faire l'apologie du terrorisme le plus odieux, puisqu'il est dirigé contre les deux seuls Etats démocratiques de la région : Israël et le Liban.

Jean-François STROUF
Président de l'Association des étudiants amis d'Israël

La rose... et les épines

Au fil de l'eau

Le premier ministre a dit : « Donnons au brochets l'occasion de se révéler, dussent les carpes paresseuses en faire les frais. »

Ben Mathieu, sûr qu'il a raison
Notr' Raymond, notr' premier ministre,
Pompadour était née poisson
Louis Quinz' fut sa carpe sinistre.

Grâce à Bar, nous haussons le thon
Peu à peu, de fil en aiguille,
aux requins confions nos gardons
Sans chercher sous roche l'anguille.

Nous jouerons à saute-saumon
Au barbeau, barbue, voir imberbe,
Au maqu'reau comme au chat-poisson
Et toujours les deux pieds dans... l'herbe.

Ah Raymond fass' que tes brochets,
Tes promess's soient bientôt des truites,
Et deux gaul's à t'nir comm' balai
C'était trop, t'as la main trop p'tite.

Tir : toi d'là, tel est ton destin
Tu nous as promis l'poisson-lune
Tu n'as fait qu'nourrir les requins
Alors qu'nous on n'avait qu'des prunes.

Moralité

Ben Mathieu sûr qu'il a raison,
Notr' François d'vouloir que ça change
Avec lui l'poisson sera bon
Et splendid's seront les vendanges.

Charles BASSOMPIERRE

loterie nationale — **LISTE OFFICIELLE** DES SOMMES A PAYER. TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DU VENDREDI 13

TIRAGE N° 18 DU 16 MARS 1981

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER
		F.			F.
1	0 151	2 000		37	200
	52	200		417	700
2	892	700	7	5 177	2 000
	4 542	5 000		8 137	2 200
	063	700		3 957	5 000
3	0 843	5 000		7 867	5 000
	2 483	5 000		8	100
	34	200	8	9 398	2 100
4	324	700		0 438	10 100
	5 804	5 000		129 818	1 000 100
	9 394	5 000		699	700
	5	100	9	34 189	100 000
5	25	300		56 659	100 000
	3 425	2 300		490	700
	3 135	10 100	0	4 540	5 000
	416	700		83 230	75 000
6	5 136	2 000		187 980	4 000 000

PROCHAINS TIRAGES LE 18 MARS 1981
L'ARLEQUIN à L'ALPE D'HUEZ (Isère)
LES VIOLETTES à MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)

1981 - LOTERIE NATIONALE - TRANCHE DU VENDREDI 13 - N° 18

Météo

VERS LE REDOUX

Mardi. Temps nuageux sur la majeure partie du pays avec des éclaircies. Des *giboulées dans* le Nord, l'Est, le Centre et la Corse.

Mercredi. Les températures commenceront à remonter. Temps encore *assez couvert* avec des averses en fin de journée près des côtes de la Manche.

Les 8è et 16è sections de Paris vous invitent le

JEUDI 19 MARS 1981
20 h 30 — 9, av. d'Iéna — 75016 Paris

UNE AUTRE POLITIQUE POUR LES CADRES

Débat avec :
Paul QUILES
Député de Paris — Secrétaire National du P.S.
Pierre CASTAGNOU
Délégué National du P.S. aux cadres

Abonnez-vous à *Combat socialiste*

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75017 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FEDERATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Mots croisés

PROBLEME N° 18

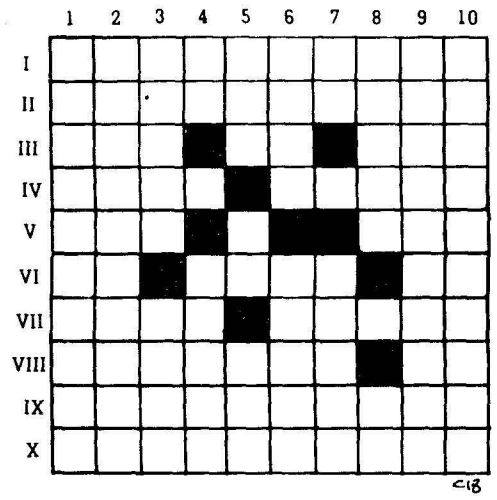
Horizontalement. — I. Il est bien placé pour avoir des échantillons gratuits. — II. *Ne suce que si l'on s'en* sert. — III. Possessif. Siffle désagréablement à l'oreille. Inclut. — IV. *C'est une façon de se faire remarquer* en public. Ecossais qui ne fut pas avare de ses livres (et qui fit d'ailleurs *faillite*). — V. Métier. *Ile grecque*. — VI. Préposition. On peut s'y sentir délaissé. Cru. — VII. Département. Camus. — VIII. Pas quelconque du tout. Canton normand. — IX. Restaurateur. — X. Quand les bâtiments vont, ils vont.

Verticalement. — 1. Ce genre de pied est sujet à avoir des ampoules. — 2. Prises, elles se donnent. — 3. Nigaud. Une parole qui n'est pas sans conséquence. — 4. Brille au palais. Avec lui, il faut s'attendre à un impair. — 5. Vieille revendication franco-espagnole. Démonstratif. Chef *en herbe*. — 6. Pasteur *antique*. Ce n'est quand même pas un crime ! — 7. La marâtre n'aime pas ça. Choisit *des prénoms, à l'occasion*. — 8. *Barre* de Bart. Empilé. — 9. Explique bien des choses ! — 10. On peut toujours *leur demander un entretien*.

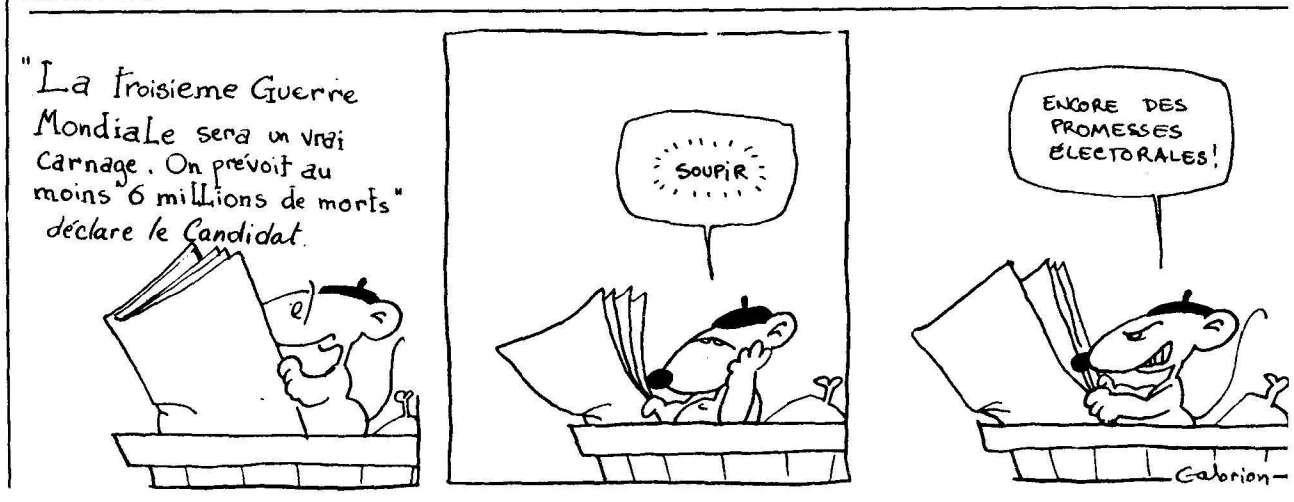
SOLUTION DU N° 17

HORIZONTALEMENT. — I. Epeichette. — II. Macération. — III. Planimètre. — IV. Rira. Buté. — V. Est. Su. Li. — VI. Is. Percale. — VII. NASA. Girls. — VIII. TNT. Reliés. — IX. Etamer. Sée. — X. Série. Mens.

VERTICALEMENT. — 1. Empreintes. — 2. Pâlissante. — 3. Ecart. Star. — 4. Iéna. Pa. Mi. — 5. Cri. Se. Rée. — 6. Hamburger. — 7. Etel. Cil. — 8. Titularise. — 9. Tortillées. — 10. Enée. Esses.



Rat-le-bol



François Mitterrand à «Cartes sur table»

François Mitterrand a vraiment mis « cartes sur table », lundi soir 16 mars, devant les caméras d'Antenne 2. Pour la première grande émission télévisée de sa campagne, le candidat socialiste, répondant aux questions de Jean-Pierre Elkabbach et d'Alain Duhamel, a clairement tracé les grandes orientations de *« l'autre politique »* qu'il propose aux Français.

A-t-il rencontré les Français ? Réponse dans six semaines. Mais ce que l'on peut dire dès maintenant, c'est que le « direct » de François Mitterrand avec des millions de téléspectateurs, au moment où le débat politique entre dans sa phase décisive, marque l'étape essentielle de la campagne présidentielle.

Parce qu'il faut bien en convenir, que l'on soit de gauche ou de droite : par le ton employé — celui d'une conviction tranquille n'écartant pas la démonstration chaleureuse ou les traits acérés — et par la rigueur de l'argument développé, le candidat socialiste est apparu, lundi soir, comme l'interprète du seul projet cohérent et crédible capable de rassembler les Français pour réaliser le « redressement national ».

***« Examen de passage brillamment réussi »,* notait à la fin de l'émission un de nos confrères, qu'on ne peut suspecter de sympathie socialiste. De fait, ce qui a caractérisé les propos de François Mitterrand tout au long de cet « oral » télévisé, c'est le souci d'aller au fond de toutes les questions, sans en éluder aucune, sans manœuvres échappatoires ni refuge vers les flous artistiques.**

A l'interrogation maintenant rituelle : *« Y aura-t-il des ministres communistes dans votre gouvernement ? »*, il a répondu très clairement, estimant que, dans les circonstances actuelles, compte tenu de l'attitude de la direction du PCF, cette participation n'était pas envisageable. Sur le bilan du septennat du « candidat sortant », les critiques très sévères mais toujours argumentées ont porté sur la dénonciation d'un échec global, en politique intérieure comme en politique internationale, qu'il serait dramatique de prolonger sept ans encore.

Dans le domaine économique et social, auquel près de la moitié de l'émission a été consacrée, François Mitterrand a longuement expliqué les grandes mesures qu'il proposait pour lutter contre le chômage — première des priorités — et pour relancer l'économie.

Le candidat socialiste ne pouvait certes pas, en un peu plus d'une heure, présenter toutes les propositions de son projet. Mais il a tout de même adressé à tous ceux qui l'écoutaient, et par-delà à l'ensemble des Français, un message que beaucoup auront ressenti comme essentiel : la hausse des prix, les inégalités ne sont pas des fatalités. La France a besoin d'une autre politique et d'un autre président.

Ghislaine TOUTAIN

«La France a besoin d'une autre politique d'un autre président»

VETU d'un complet bleu marine très strict, détendu et tranquille, François Mitterrand a tout d'abord précisé qu'*« il s'adressait à des gens responsables, en adulte qui s'adresse à des adultes... et je ferai pour la France ce que j'ai fait pour le socialisme »*.

Tout aussitôt interrogé sur la question de l'alternance, relevant l'accusation portée contre lui par Valéry Giscard d'Estaing d'être *« le recordman des candidatures à la présidence de la République »*, il a notamment rétorqué : *« J'ai été candidat trois fois, c'est la troisième ; la première en 1965, la deuxième en 1974. Eh bien, figurez-vous, puisque ce candidat sortant voulait me précipiter dans mes souvenirs, je me suis souvenu qu'au moment où je me suis présenté pour la première fois à la présidence de la République, lui était déjà, depuis 1959 — c'est-à-dire depuis six ans — responsable de l'économie et des finances ; d'abord pendant trois ans en sous-ordre, comme secrétaire d'Etat, ensuite pleinement responsable comme ministre des Finances.*

» C'est-à-dire qu'il était déjà depuis très longtemps, lui, le responsable de l'économie et des finances et si on fait le compte, 1959-1961 : secrétaire d'Etat - 1962-1966 : ministre de l'Economie et des Finances ; puis il a été renvoyé, comme vous le savez, par le général de Gaulle, qui était las de ses services.

» A son tour, M. Giscard d'Estaing a largement contribué à renvoyer le général de Gaulle, vous le savez aussi — mais on aura l'occasion d'en reparler. Et de 1969, rappelé au gouvernement, à 1974 ministre de l'Economie et des Finances, et de 1974 à 1981 président de la République responsable de tout, donc de l'économie et des finances, ça fait donc dix-huit ou dix-neuf ans que M. Giscard d'Estaing est responsable des affaires économiques du pays. Bref il a de l'ancienneté sur moi. Je dirais presque au moment même où je me présente de nouveau contre lui, avec une rencontre au second tour probable, je dirais que j'ai plutôt sept ans de moins que lui. »

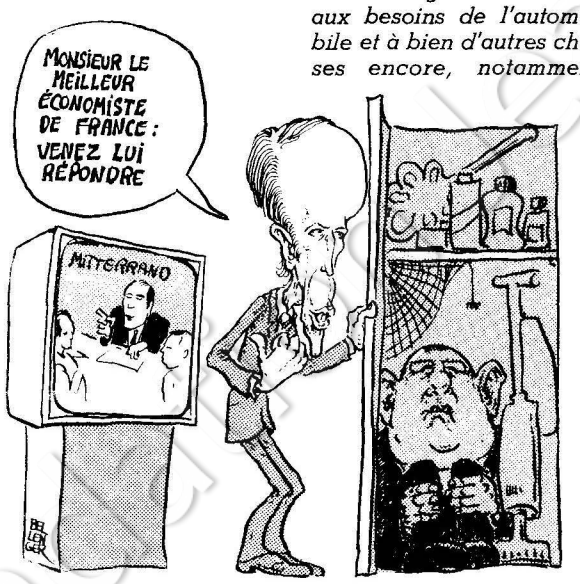
Les ministres communistes ? « Le PCF doit changer. »

« Avec qui gouvernerez-vous si vous êtes élu ? »

Sur ce point, François Mitterrand a été particulièrement explicite : *« Mon avis, c'est que tant que les dirigeants communistes resteront comme ils le sont aujourd'hui, éloignés de l'union qu'ils ont brisée, tant qu'ils se cantonneront dans une attitude et dans une campagne passionnément, systématiquement, parfois calomnieusement antisocialiste, tant qu'ils joueront un double jeu entre la droite et la gauche, tant qu'ils resteront alignés sur des positions étrangères pour des affaires aussi graves que celles de l'Afghanistan ou de la Pologne, il ne me paraît pas raisonnable de penser, ni juste pour que le gouvernement mène une politique harmonieuse, qu'il y aura des ministres communistes. La réponse appartient donc aux dirigeants communistes... qui doivent changer d'attitude, non seulement dans la forme, mais sur le fond. »*

Puis il a poursuivi : *« Quand Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac déclarent : « Je veux rassembler les Français », cela signifie : « Je veux rassembler les Français moins les communistes. » Moi, je ne dirai jamais cela. J'ai travaillé depuis quinze ans à réunir, sans exclusive, tous ceux qui peuvent contribuer à reconstruire la France. Cela, quelqu'un l'a dit et l'a fait avant moi : de Gaulle, en 1944, c'était la guerre et il avait besoin de tout le monde. Maintenant c'est la crise et j'aurai besoin de tout le monde.*

» Voilà pourquoi, ayant constaté comme je viens de le faire, l'énorme, l'écrasante responsabilité de la direction communiste dans une sorte de retour au ghetto désiré dans lequel ils se sont à nouveau enfermés, moi j'ai toujours dit aux électrices et aux électeurs communistes que j'entendais réaliser le plus vaste rassemblement populaire pour le redressement national. »



Le candidat a particulièrement mis l'accent sur les principales mesures qu'il entend mettre en œuvre pour lutter contre le chômage :

« Le premier point *de cette autre politique consiste précisément à demander une relance de l'économie, c'est-à-dire qu'il y ait un peu plus d'argent qui circule, que les revenus les plus modestes s'élèvent, que les gens qui vivent très difficilement aient un petit peu plus d'argent à dépenser, que leur consommation s'accroisse. Si leur consommation s'accroît, la production, naturellement, tournera plus vite.*

» Alors la deuxième proposition : *reconquérir le marché intérieur... Je veux dire que la relance de l'économie, avec pour objectif essentiel la reconquête de notre marché à l'intérieur ; et, quand on pense au problème de l'habillement, aux nécessités de l'agro-alimentaire, aux besoins de l'automobile et à bien d'autres choses encore, notamment l'électro-ménager, on pense qu'il y a un vaste champ pour redonner à l'industrie française une chance de se réanimer et donc, en même temps, pour limiter les importations, et donc pour réduire les risques d'inflation. Il faut que les machines tournent.*

» La deuxième série de mesures *tourne autour de la réduction du temps de travail. Et pour m'en tenir à la mesure essentielle, aller vers les 35 heures hebdomadaires.*

» Troisième type de mesures : *les grands travaux et particulièrement dans le domaine de la construction, du bâtiment et du logement.*

» Quatrième type de mesures : *des mesures qui permettent aux entreprises de main-d'œuvre de disposer d'un certain nombre d'avantages, notamment sur le plan de leurs charges sociales pour ne pas être écrasées et pouvoir précisément recruter. Une autre mesure est celle qui tend à développer la formation professionnelle.*

» *Une autre mesure est celle qui tend à recruter — alors je pense que nous allons nous y arrêter quelques instants — 210 000 agents, soit de l'Etat, soit des collectivités locales.*

» Enfin il est une dernière mesure *sur laquelle j'insiste parmi la vingtaine de propositions que je serai amené à faire : attribuer aux jeunes chômeurs une allocation, type allocation chômage, et qu'ils puissent être pris en compte par la Sécurité sociale. »*

Abordant ensuite le problème des nationalisations, il a rappelé qu'il pensait *« nécessaire de nationaliser une dizaine d'entreprises qui appartiennent à une famille, à un groupe ou à un secteur clé de l'économie »*. Il a ensuite précisé que *« si aujourd'hui il y a des investissements en France, c'est parce qu'ils sont réalisés par les sociétés nationales ; ce sont elles qui entraînent toute l'économie française »*.

Politique étrangère : « La France doit être un facteur de paix »

Commentant l'article récemment paru dans la *Pravda*, François Mitterrand ironise : *« Je comprends que* (ce journal) *soit content de Valéry Giscard d'Estaing. »* L'Union soviétique ne peut qu'agréer une politique qui la sert. Evoquant notamment la conférence de Venise, il a déclaré : *« Ils sont venus à sept... Le sort de la paix était peut-être en jeu... Et tout à coup arrive un petit facteur, un petit télégraphiste, c'est M. Giscard d'Estaing. Il a une dépêche dans sa poche et il semble la connaître. Il est tout content, naturellement... Il l'apporte là, les autres sont émus, un peu mortifiés, de ne pas avoir droit au même secret ou à la même confiance de M. Brejnev, mais non, c'est M. Giscard d'Estaing qui a cette confiance, il apporte le petit télégramme et il dit : « Voilà, il ne faut rien décider parce que M. Brejnev vient de me dire, vient de me faire savoir, qu'il allait évacuer l'Afghanistan, par petits bouts, quelques divisions, montrer sa bonne volonté. Mais enfin on y va. » Et sur la base de ce que j'appellerai une tromperie, la conférence occidentale, plus le Japon, s'est séparée. Tout aussitôt on s'est aperçcu que chacun était dupé. Et on en est resté là.*

Je sais pourquoi, a-t-il poursuivi, *la* Pravda *est mécontente de moi : je n'ai pas attendu onze jours pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan... Je me suis aperçu qu'il y avait un certain nombre de fusées nucléaires qui étaient disposées patiemment à la séparation de l'Est et de l'Ouest... J'ai protesté à la tribune de l'Assemblée nationale, et depuis ce jour-là je suis devenu indésirable... »*

Mais, pour le candidat socialiste, l'attitude de l'URSS à son égard peut changer, comme elle a déjà changé vis-à-vis de Reagan, de Caramanlis ou du roi d'Espagne.

A une question sur la peine de mort, François Mitterrand a rappelé qu'il n'y était pas favorable et que sa *« disposition était celle d'un homme qui ne saurait procéder à des exécutions capitales »*.

« La confiance des Français pour présider la France »

Il a conclu : *« Mon plus grand échec c'est d'avoir mis si longtemps à convaincre les Français ; ma plus grande réussite c'est d'avoir avec d'autres fondé une grande formation qui rassemble le meilleur de notre histoire contemporaine, qui représente l'avenir, seule porteuse de cet avenir. Je crois avoir contribué à faire du socialisme la force principale du pays, et par-là même je me sens autorisé à demander aux Français leur confiance pour présider la France. »*

François Mitterrand dans le Loiret et l'Eure-et-Loir

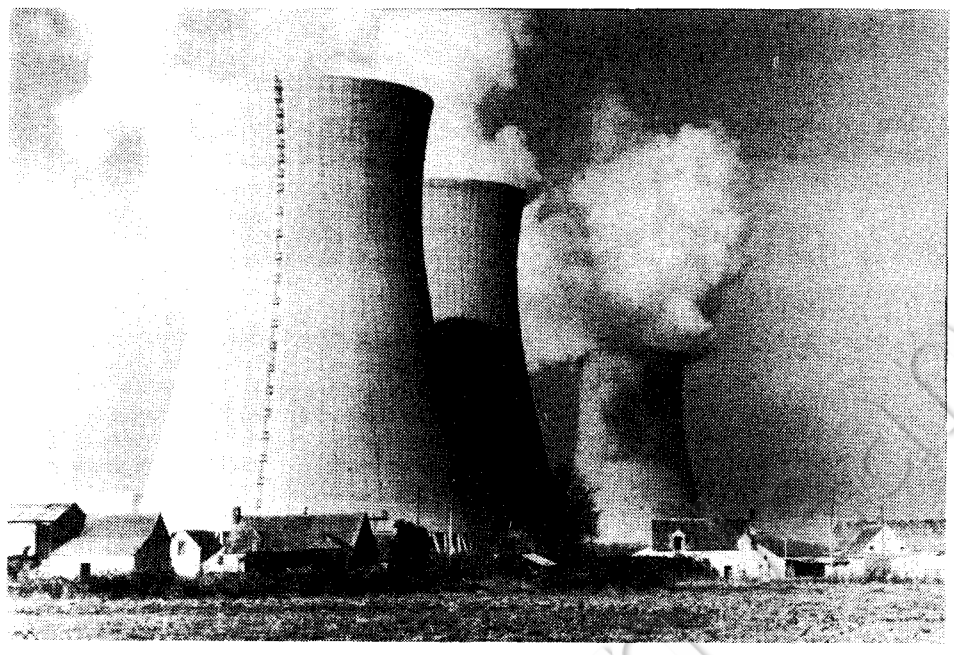
Un référendum pour l'énergie nucléaire

Le candidat socialiste s'est rendu, lundi 16 mars, à Orléans et à Chartres, où il a rencontré les élus locaux et les responsables d'associations. Les deux villes lui avaient réservé un accueil chaleureux.

A Orléans, accompagné d'Haroun Tazieff, François Mitterrand s'est d'abord rendu au Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) où il s'est essentiellement intéressé au problème des énergies nouvelles. Le BRGM est un établissement public qui a pour mission, notamment, de développer la recherche en énergies nouvelles. Reçu par M. Sangnier, directeur du service géologique du BRGM, et par M. Guillemin, ancien directeur et spécialiste mondial des problèmes miniers, le candidat socialiste s'est entretenu des perspectives de développement de la géothermie en France et des nouvelles techniques d'exploitation du charbon par la gazométrie (sans extraction matérielle). François Mitterrand s'est par ailleurs inquiété de voir la part du service public s'amenuiser dans les activités du BRGM.

15 % de l'ensemble

Il s'est ensuite rendu dans le centre de la ville, où il fut accueilli par Jean-Pierre Sueur, premier secrétaire fédéral, René Alaux, conseiller général de Ferrières, et Michel de La Fournière, membre du bureau exécutif du PS. Au cours de la conférence de presse qu'il devait alors tenir, il a précisé les positions du Parti socialiste par rapport au nucléaire et au problème énergétique dans son ensemble. Il a notamment déclaré : « *la systématisation du « tout nucléaire » est une erreur dommageable et ce que l'esprit créateur a su arracher à la nature est le bienvenu à condition que l'homme en garde la maîtrise... Le nucléaire est une donnée que nous ne refusons pas à condition qu'il ne se retourne pas contre l'homme* ». A un journaliste qui lui faisait remarquer que l'objectif du gouvernement était que les énergies nouvelles représentent en l'an 2000 3 % de l'ensemble du programme énergétique, François Mitterrand a répondu : « *notre objectif, à nous, est que les énergies nouvelles représentent 15 % de l'ensemble ; mais, compte tenu du retard pris par le gouvernement, on peut espérer atteindre 8 %* ».



Le candidat socialiste s'est à nouveau prononcé en faveur d'un référendum sur l'énergie nucléaire en précisant : « *tout ce qui est démocratique est bon pour le pays. En matière d'énergie, on n'informe pas la population. On cherche à développer une mythologie de la terreur à propos des sciences et des techniques* ».

Ce vigoureux plaidoyer en faveur des énergies nouvelles a d'autant mieux été reçu qu'il s'adressait à un département qui compte trois sites nucléaires : Saint-Laurent-des-Eaux, Dampierre et Belleville. Le candidat socialiste devait terminer son passage à Orléans en visitant des serres fonctionnant à la géothermie. Mais un refus de la part des dirigeants des chambres d'agriculture, téléguidé par le préfet, l'empêcha de s'y rendre.

De gauche à droite

Une nouvelle prise de position pour le candidat socialiste

Le Parti progressiste martiniquais (PPM), animé par Aimé Césaire, député-maire de Fort-de-France, appelle les Martiniquais à voter François Mitterrand.

Camille Darsières, secrétaire général du PPM, a assuré : « *Le candidat du Parti socialiste français est le seul candidat de la gauche qui, depuis 1974, est demeuré démocrate et ouvert au dialogue.* » Il a d'ailleurs ajouté qu'une lettre sera adressée à François Mitterrand pour expliquer la motivation et le sens exact de la position de son parti.

La célébration du 8 mai retrouve son éclat

Hubert Dudebout, député-maire de Grenoble, se demande si les autorités publiques n'ont pas été guidées par des « *arrière-pensées électorales* » en décidant de donner cette année un éclat particulier à la célébration du 8 mai. Une telle décision « *semble aller à l'encontre de la traditionnelle neutralité qu'observent les services préfectoraux en période électorale* ».

Hubert Dudebout remarque que l'anniversaire de l'Armistice tombe quarante-huit heures avant le second tour de l'élection

Débat à la CGT

Le débat qui s'est ouvert au sein de la CGT à l'occasion de la campagne électorale se poursuit avec de nouvelles prises de position de soutien ou de critique à l'égard des orientations de la centrale.

Ainsi, la section des journalistes CGT de la *Vie ouvrière* entend dans une mise au point « *réaffirmer son accord profond et son entier soutien à l'orientation de la CGT définie par son XL^e Congrès* ». Par contre, le conseil d'administration de la Mutuelle nationale de la direction générale des impôts, à majorité CGT, déclare qu'il « *reste favorable à un accord d'union de la gauche déterminant les objectifs et les moyens indispensables à une politique de progrès social dans une société démocratique* ». Au second tour, un soutien massif doit être apporté par les adhérents de la MNDGI « *au candidat de la gauche face à celui de la droite* ».

Des radicaux aux quatre vents

Une quarantaine de radicaux valoisiens ont rejoint le Comité national radical de soutien à la candidature de Jacques Chirac, constitué à l'initiative de Jacqueline Nebout, adjoint au maire de Paris, ancienne secrétaire générale du parti radical-socialiste.

Lors de sa conférence de presse du 19 février dernier, Didier Bariani, président du parti valoisien, avait reconnu l'existence d'un « *petit courant chiraquien* ». Le voilà donc sorti de la Place de Valois, où l'on cherche d'ailleurs à minimiser l'affaire en déclarant qu'il ne s'agit pas de responsables nationaux.

L'Occitanie bâillonnée

La totalité des courants occitans a manifesté à Toulouse pour revendiquer une information en langue occitane.

Plusieurs points étaient à l'ordre du jour : la liberté d'expression à la radio et à la télévision, une presse écrite, ainsi que des cours allant de l'école primaire à l'université.

Une délégation a été reçue par FR3 Toulouse. La direction a déclaré que le problème devait « *se traiter à l'échelon politique* », réponse tout aussi vague que significative.

Est-il utile de rappeler les conventions de l'Unesco : « *Il y a génocide culturel chaque fois qu'on refuse de donner à une ethnie les moyens de diffusion moderne de sa langue et de sa culture.* » ?

A CHARTRES

«Rendre aux collectivités locales leur pouvoir de décision»

C'EST à Chartres, chef-lieu du département de l'Eure-et-Loir, que François Mitterrand est venu s'adresser aux élus locaux et aux personnalités qui vont animer sa campagne présidentielle dans la région Centre.

Région essentiellement agricole, l'Eure-et-Loir souffre d'une désertification qui s'accompagne de la fermeture régulière d'un grand nombre de classes, ainsi que d'un exode rural massif. Importante région à blé, l'Eure-et-Loir présente des complexités géographiques qui font que la richesse voisine avec la pauvreté. En effet, la culture du blé est le monopole d'un petit nombre de propriétaires terriens qui cohabitent avec les petits exploitants du bocage du Perche où se pratiquent polyculture et élevage bovin. De telle manière que, dans la région, la taille des exploitations agricoles varie entre 60 et 400 hectares.

A Chartres, François Mitterrand a été accueilli par Georges Lemoine, député-maire de la ville. Cette visite a été, pour le candidat à l'élection présidentielle, l'occasion de prendre la mesure de la vie politique beauceronne.

Un fief du PS

En effet, depuis les dernières élections législatives, Chartres fait partie, avec Dreux, de cet ensemble de municipalités que le Parti socialiste a littéralement soufflé à la majorité. Aussi la prise de contact de lundi a-t-elle été voulue comme une rencontre informelle avec près de 140 élus et responsables locaux.

Se servant de l'exemple de la récente inauguration de la commune libre de Saint-Bris, dans la périphérie de Chartres, François Mitterrand s'est une fois de plus prononcé pour la décentralisation du pouvoir parisien au bénéfice des pouvoirs locaux et départementaux. Il a, en outre, rappelé que, « *si à certains moments de l'histoire de notre pays, et spécialement en 1789, il a fallu préserver l'Etat, à présent la centralisation parisienne est un élément de la vie politique qu'il faut revoir* ».

S'inspirant de l'organisation au niveau local dans son propre département, le candidat socialiste a développé les axes que suivra sa politique au plan de l'organisation locale et départementale, s'il est élu en mai prochain. Pour François Mitterrand, « *il est nécessaire de revaloriser le statut des élus locaux, sans pour cela entamer le pouvoir des préfets de région qui, à l'avenir, ne devraient veiller qu'à la bonne application des lois* ». Pour François Mitterrand, « *le b.a.-ba de la démocratie entend que le pouvoir de décision soit l'entière propriété des élus et responsables locaux* ». Il a rappellé que le septennat de Valéry Giscard d'Estaing s'est caractérisé par un excès de pouvoir, pouvoir de plus en plus politisé et bureaucratisé.

Aussi, c'est dans le respect de l'équilibre des institutions qu'il faut libérer la région de l'autorité trop pesante de l'Etat ; en référer d'une manière plus explicite au cadre républicain défini par la Constitution de 1958.

Dans un département qui compte près de 380 000 habitants, il était difficile d'ignorer les problèmes du chômage, résultant de la forte mécanisation de l'agriculture ainsi que de la crise de l'industrie de sous-traitance, installée en Eure-et-Loir depuis 1978. A ce propos, François Mitterrand a tenu à rappeller aux élus locaux présents que, si durant sa campagne présidentielle il ne visiterait que 45 départements sur les 95 que compte la France, c'était parce qu'il avait le souci de s'informer des problèmes particuliers de chaque région. Le candidat socialiste a conclu en affirmant qu'il fallait « *faire confiance au peuple et à ses élus afin de privilégier la vraie république* ».

Jean-Charles FITOUSSI

• **Un peu plus de la moitié des Français** (53,3 %) sont partis en congés au cours de l'été 1980. Selon l'enquête annuelle réalisée par l'INSEE, 13,4 % de ces vacanciers sont des agriculteurs (18 % en 1979) et 81,9 % proviennent de la région parisienne. La mer reste la destination favorite des estivants pour 45 %

Partage du chômage ou de l'emploi?

Un débat entre Jacques Delors et Jean-Pierre Fourcade

Un débat animé, mais toujours courtois, a opposé lundi 16 mars, à l'université de Paris-IX, Jacques Delors, conseiller de François Mitterrand, à Jean-Pierre Fourcade, vice-président de l'UDF. C'est la deuxième confrontation qu'organise ainsi l'AJIS (Association des journalistes de l'information sociale) en mettant en présence, à l'approche de l'élection présidentielle, des personnalités proches des principaux candidats. Thème de la rencontre : « Quelle politique salariale pour la France » et au menu, quelques suppléments.

PREMIER thème abordé, la progression des salaires pendant la période 1974-1980, et le poids dans l'économie des salaires et des charges sociales. « *On ne peut dire que les salariés français soient bien rémunérés ni que les coûts salariaux soient excessifs* », affirme d'entrée Jacques Delors. Et il s'explique : « *Les salaires directs perçus par les Français sont inférieurs de 30 à 40 % aux salaires des Allemands, des Belges ou des Hollandais. Si l'on ajoute aux salaires les cotisations sociales, l'écart est de 25 à 30 %. Les charges sociales représentent 42 % des salaires en 1980 ; elles représenteraient aujourd'hui 40,5 %, si la France ne comptait en 1980 pas plus de chômeurs qu'en 1974. On ne peut donc affirmer que la rémunération du travail soit l'une des causes de l'inflation. La situation peu favorable des salaires s'explique par la fragilité de notre économie.* » Ce que n'a pas tout à fait démenti Jean-Pierre Fourcade, pour qui le problème vital de l'économie française est sa compétitivité.

Et dans le même temps, Jean-Pierre Fourcade qui fut de mai 1974 à août 1976 le ministre des Finances de Valéry Giscard d'Estaing, déplore la base trop large de la pyramide des salaires, en France, où un trop grand nombre d'actifs perçoivent un revenu trop faible. « *Même si,* souligne le président des clubs Perspectives et Réalités, *le SMIC représente aujourd'hui 57 % du salaire moyen contre 47 % en 1974.* » Et l'ancien ministre suggère que l'on gagne encore trois points dans les années qui viennent.

A propos de la répartition des charges directes et indirectes, Jacques Delors s'est élevé contre cette répartition et le sort qu'elle fait aux plus défavorisés : sur 100 francs de salaire brut, le salarié de base ne touche en réalité que 50,80 francs contre 55,50 francs au cadre moyen, 58 francs au cadre supérieur, et 73 francs aux professions indépendantes, dixit le Plan. Et le directeur de centre Travail et Société de Paris-IX se prononce pour un transfert des charges sociales au budget de l'Etat (30 à 35 % contre 15 % actuellement). Quant à la réduction du temps de travail, les deux protagonistes soutiennent qu'à certaines conditions — pas tout à fait les mêmes — elle est créatrice d'emplois.

« *D'accord pour une réduction du temps de travail,* explique Jean-Pierre Fourcade, *mais s'il y a gain de productivité et à la condition d'accroître la durée d'utilisation des équipements.* » L'ancien ministre propose que l'on commence par les entreprises les plus performantes, tandis que la réduction du temps de travail contribuera à créer des emplois, si elle répond, selon Jacques Delors, à trois conditions :

Elle devra s'accompagner de l'accroissement de la durée d'utilisation des équipements, s'accomplir en priorité dans les secteurs les plus exposés à la concurrence nationale, enfin, l'accord devra être conclu au niveau le plus décentralisé.

Il demeure que pour Jean-Pierre Fourcade, la mesure la plus expéditive pour résorber le chômage consiste en l'extension du chômage partiel total : « Il est même dommage que l'on n'y ait pas pensé plus tôt ! »

Et Jacques Delors de conclure : « *A la droite qui propose le partage du chômage, la gauche répond par le partage de l'emploi.* »

Catherine MAUSSION

Pour une négociation à trois étages

« ON ne peut séparer l'économique du social », *a précisé un fois de plus Jacques Delors, et plus loin :* « L'anarchie domine aujourd'hui le mode de la négociation. » *En conséquence, l'instigateur de la politique contractuelle, et son plus fervent défenseur, propose une négociation (des salaires) « articulée », où les rémunérations se composeraient de trois éléments :*

— un élément « parité », de même valeur pour tous. Il serait fonction de la croissance économique en termes réels, donc des prix, d'une manière ou d'une autre ;

— un élément « spécificité », rémunération collective des salariés d'une entreprise ou d'une branche, fonction de ses résultats ;

— enfin, un élément « promotion », seule fraction du salaire attribuée de manière individuelle.

Jacques Delors prône une négociation décentralisée, mais pas avant que l'on ait donné aux syndicats une véritable capacité à négocier.

En attendant, le SMIC doit jouer le rôle de couverture minimale.

Il n'y a pas de secteurs traditionnels en déclin, ou condamnés, a dit encore Jacques Delors, « il n'y a que des erreurs de gestion ».

On négocie aussi... au CNPF

Relever le barème d'indemnisation du chômage partiel, mais aussi revoir l'indemnisation du « chômage partiel total », tels sont les deux grands chapitres de la négociation du mardi 17 février entre le CNPF et les organisations syndicales. Le taux horaire d'indemnisation minimale en cas de « chômage partiel ordinaire » pourrait se situer entre 13,60 francs, le taux actuel et 15,20 francs, dernière valeur du SMIC.

Quant au « chômage partiel total », dernière trouvaille de Raymond Barre (voir *Combat socialiste* du 27 février), les partenaires sociaux devaient examiner les moyens de le faciliter en augmentant les indemnités versées aux salariés au-delà des premières semaines, l'Etat prenant à sa charge une part substantielle du coût de la nouvelle mesure.

A Mantes comme à Agen, sur grand écran

«Un courant passait»

Comme à Agen où Lionel Jospin prenait la parole dans un meeting, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), les organisateurs d'une réunion avec Michel Rocard ont eu l'heureuse idée d'avoir recours à une retransmission vidéo sur grand écran de l'émission TV « Cartes sur table » : ainsi François Mitterrand fut-il davantage « présent » parmi plusieurs centaines de personnes qui, selon les réflexions entendues, furent « *loin de s'ennuyer* ».

Bien au contraire, la salle fut très sensible à l'alternance de sérieux et d'humour du candidat socialiste.

Les rires fusèrent particulièrement lorsqu'il parla de l'« *ancienneté de M. Giscard d'Estaing* », renvoyé par de Gaulle avant de contribuer largement au renvoi de celui-ci, et lorsqu'il évoqua ses évasions d'Allemagne, la troisième ayant été la bonne, comme ce sera le cas pour son troisième assaut pour la présidence.

Il fut applaudi lorsque, parlant du second tour, il déclara : « *Je ne sais pas qui sera l'autre. Il n'est pas invraisemblable que moi j'y serai.* »

A propos du récent article de la *Pravda*, ce fut l'éclat de rire lorsque François Mitterrand trouva évident que, après le voyage à Varsovie de Giscard, Brejnev sache le récompenser. De même qu'il fallait récompenser le « petit facteur », le « petit télégraphiste » arrivant à la réunion de Venise avec un message du même Brejnev afin qu'on puisse fermer les yeux à propos de l'Afghanistan.

Cependant, c'est une forte émotion que ressentit le public lorsqu'il fut question de la « peine de mort », refusée, de la « liberté des autres ». C'était bien d'une autre politique qu'il s'agissait. « *Un courant passait* » devait d'ailleurs commenter Michel Rocard.

Ph. L.

Après «Cartes sur table»

Ce qu'en disent les journaux

• Le Figaro : « *Jacques Chirac avait joué le dynamisme, Giscard d'Estaing s'était surtout voulu pédagogue, François Mitterrand a surtout misé sur sa crédibilité, en se montrant à la fois sûr de lui et serein.* »

• Le Parisien libéré : « *C'est un François Mitterrand calme et détendu, mais aussi, mais surtout sûr de lui, qui est apparu hier soir sur les petits écrans...* »

• Le Matin : « *En choisissant d'aborder les problèmes de l'emploi, de l'alternance, donc du fonctionnement de la démocratie et du rôle de la France dans le monde, le candidat socialiste se plaçait sur un terrain qui répond, d'une part, à ses préoccupations et d'autre part, aux inquiétudes des Français.* »

• La Nouvelle République du Centre-Ouest : « *François Mitterrand ouvrait hier soir, à son tour, sa première émission politique par une profession de foi pleine d'enthousiasme et nullement vieillie. Bien au contraire, avec les ans, l'homme a pris la sérénité et adopté un train de sénateur rassurant.* »

• Ouest-France : « ... *Le leader socialiste sait parfaitement discerner la faille dans le dispositif ennemi et employer les formules qui font mouche. Reste que, dans l'ensemble, l'aisance et la décontraction de François Mitterrand ne lui suffiront pas pour convaincre. Il lui reste un chemin ardu à parcourir. Mais incontestablement, le départ a été brillant.* »

«La machine à fabriquer la passion collective»

REPRENANT la formule mise au point par Pierre Viansson-Ponté dans son manuel *les Gaullistes* qui fut reprise ensuite par Thierry Pfister dans son étude sur *les Socialistes,* Didier Buffin, du *Matin,* et Dominique Gerbaud, de *la Croix,* ont entrepris la tâche pour le moins délicate d'expliquer au grand public le fonctionnement du PCF.

Délicate car cette « *machine à fabriquer la passion collective* », comme la définissait Simone Veil, cultive le secret comme personne.

Dès lors, dresser le portrait des cent vingt personnes qui comptent au PCF ou démonter ses rouages revient à naviguer entre des écueils que bon nombre de livres récents n'ont su éviter. Soit la simplification hâtive, soit l'à peu près, soit encore le pamphlet passionnel et partisan.

Buffin et Gerbaud en naviguant au plus près les évitent au mieux. Ils vont à l'essentiel et l'essentiel c'est « *le centralisme démocratique sans lequel le PCF n'existerait pas* ». Les textes stipulent : « *Les décisions sont prises à la majorité et concernent chaque adhérent. Elles sont appliquées par tous. C'est ainsi que l'élaboration collective donne lieu à une décision prise collectivement et appliquée elle-même collectivement.* »

C'est dans ces quelques lignes auxquelles il faut opposer « *le prestige et le pouvoir hors pair* » du secrétaire général qui personnifie corps et âme les communistes, qu'il faut chercher l'explication de la ligne — si brisée soit-elle — du PCF.

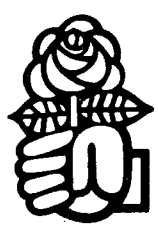
Paul Laurent, ami du libéral Henri Fizbin, devenu procureur de celui-ci, c'est le centralisme démocratique. Quand Pierre Juquin l'unitaire monte à la tribune du XXIe Congrès après les élections de 1974 pour dénoncer les convergences des « alliés » socialistes avec la bourgeoisie, c'est le centralisme démocratique. Les exemples sont nombreux. Et quand les auteurs soulignent que « *la direction du PCF ne suit pas la base, mais la précède* », ils frappent juste.

Mais le centralisme démocratique n'est pas un code de lecture applicable à l'avenir. Personne n'a encore pu déterminer avec certitude quel était le facteur dominant de l'adoption d'une ligne ou d'une autre.

Jérôme BOUVIER

• Les Communistes, *Didier Buffin et Dominique Gerbaud. Albin Michel.*

Spécial P.S.



Réunions publiques

Mercredi 18 mars. Edwige Avice à Toulouse. J.-P. Chevènement à Yerres (Essonne) à 20 h 30 au centre éducatif et culturel.

Jeudi 19 mars. Pierre Mauroy à la Côte Saint-André (Isère). Edwige Avice au cinéma le Denfert (XIVe). Michel Rocard à Mâcon (Saône-et-Loire) à 18 heures, dans le Creusot à 21 heures. Marcel Debarge à Annecy (Haute-Savoie). François Mitterrand rencontrera les leaders du PS à la Communauté européenne (Assemblée nationale), au Symposium de la culture (Unesco).

Dans le cadre des « Entretiens du jeudi », Benoîte Groult, Jean Pronteau. (De 19 heures à 21 heures, au 10, rue de Solférino.)

Débats et colloques

Jeudi 19 mars. Les sections des VIIIe et XVIe, organisent une réunion débat sur « la situation et les aspirations des cadres », avec la participation de Paul Quilès et de Pierre Castagnou. (A 20 h 45, salle des Arts-et-Métiers, 9, avenue d'Iéna, Paris XVIe.)

Commerce extérieur: 4 milliards de déficit en février

LE déficit du commerce extérieur français en février s'est élevé en chiffres bruts à 3,9 milliards de francs, contre 8,4 milliards le mois précédent.

Les importations ont atteint 49,8 milliards de francs et les exportations 45,9 milliards, a indiqué, lundi 16 mars, Michel Cointat, ministre du Commerce extérieur.

En données corrigées les variations saisonnières, le déficit est de 4,6 milliards. Les importations s'élèvent à 49,7 milliards, alors que les exportations se montent à 46 milliards.

Depuis le début de l'année, le déficit s'élève à 12,3 milliards de francs en données brutes et à 4,5 milliards en données corrigées des variations saisonnières.

Michel Cointat s'est félicité de cette « *légère amélioration* », puisque ce déficit est « *le meilleur enregistré depuis avril 1980* » Le ministre a souligné que ce « *redressement* » s'explique en partie par les bons résultats de la vente des biens d'équipement professionnels et de produits agro-alimentaires, considérés par Giscard comme « *la chance de la France* ».

Ce que le ministre du Commerce extérieur a simplement passé sous silence, c'est que ce prétendu « redressement » est en grande partie dû au ralentissement de nos importations, conséquence du marasme de notre économie.

G. F.

BREF

• **Accélération de l'inflation** dans les pays de l'OCDE. La hausse des prix à la consommation dans les pays de l'OCDE a atteint 1 % en janvier dernier contre 0,7 % en décembre, annonce un communiqué de l'organisation.

• **Appel au boycottage des pneus Michelin** au Canada. Le Congrès du travail du Canada, qui regroupe la majorité des syndicats canadiens, appelle ses membres à boycotter les pneus Michelin. Cette décision a été prise après dix ans de tentatives infructueuses pour syndicaliser les employés des usines Michelin implantées dans le pays.

• **Après la découverte d'un dixième foyer** de fièvre aphteuse dans les Côtes-du-Nord, des mesures draconiennes sont prises pour éviter l'extension de l'épizootie qui s'est déclarée le 6 mars. Plus de 600 000 bêtes ont été vaccinées dans la région de Saint-Brieuc. 5 000 porcs, 150 vaches et une trentaine de moutons ont déjà dû être abattus.



Trois agents du cadastre de Paris ont entrepris, lundi 16 mars, une grève de la faim pour soutenir l'action du personnel non titulaire qui a cessé le travail le même jour. Les grévistes demandent la titularisation au bout d'un an et la reconduction des contrats signés en novembre. (Photo Christian Walter)

Grève parmi les personnels hospitaliers

L'agitation persiste parmi les personnels hospitaliers. Divers mouvements de grève sont annoncés à Marseille, où les internes des hôpitaux ont déposé un préavis de grève illimitée à compter du 1er avril, à la suite de l'échec des négociations avec l'administration de l'Assistance publique de la ville, concernant leurs conditions de travail et leur statut.

Alors que les grévistes du centre de transfusion sanguine de Créteil (Val-de-Marne) annoncent la suspension de leur mouvement après avoir obtenu satisfaction quant au refus des sept licenciements envisagés par la direction, ceux du centre hospitalier de Longjumeau (Essonne) ont décidé de poursuivre leur mouvement, débuté le 10 mars à l'appel de la CGT et de la CFDT. Ils demandent, entre autres, le maintien d'avantages salariaux et un renforcement des effectifs.

RATP: c'est sûr, les conditions de travail se dégradent

L'intersyndicale du réseau ferré de la RATP, réunissant la CGT, la CFDT et les Autonomes n'ayant pas débouché sur un mot d'ordre commun lundi, la grève ne s'est pas étendue au métro et au RER comme le souhaitaient la CGT et la CFDT. Toutefois, ces deux centrales ont lancé des mots d'ordre de grève séparés aux personnels du métro et du RER pour mardi et mercredi, reconductibles. Ce mardi, le service de presse de la RATP indiquait que le trafic était normal dans le métro et le RER : ceci s'explique par le grand nombre d'autonomes chez les roulants du métro. Par ailleurs des perturbations subsistaient sur les réseaux d'autobus, variables selon les vingt-trois dépôts parisiens.

Les autonomes de la FGAAC et FO, bien que d'accord sur l'essentiel des revendications des personnels de la RATP, ont décidé de ne pas s'associer à ces manifestations, estimant qu'il s'agissait d'une grève politique.

POUR avoir passé deux heures lundi aux portes d'un des dépôts de bus à Paris cerné par la police, nous livrons ci-dessous quelques réflexions entendues sur le tas et formulées aussi bien par des machinistes syndiqués que par des non-syndiqués et des agents de maîtrise.

« *C'est un mouvement de la base puisqu'il y a des non-syndiqués qui font grève*, explique l'un d'eux, *et que j'ai vu des sections d'autonomes et de FO en grève et désavouant leur direction.*

» *Quant aux flics, ce sont ici les ouvriers chargés de l'entretien des bus qui ont obtenu qu'ils évacuent le dépôt pour reprendre le travail. Et vous trouvez ça normal, qu'on nous interdise l'entrée du local syndical ?* »

A propos de la sécurité à bord des bus et qui est à l'origine du conflit : « *Plutôt que d'avoir chacun une bombe lacrymogène dans sa poche et d'en arriver au système d'autodéfense, ce qui devient dangereux et que nous refusons, nous réclamons deux agents après 21 heures, d'autant plus que si nous répondons à une altercation, la Régie ne nous défendra pas en cas de plainte. Pourtant, il y a des lignes de banlieue si dangereuses que la nuit les bus ne stationnent même plus au terminus. Ils tournent. Ça, c'est un phénomène de société, dont il faudra bien tenir compte. Et quand il y aura des bus plus grands comme c'est prévu et mêmes articulés (le 128) avec plusieurs entrées pour les usagers, ce sera pire.* »

« *Pour moi*, ajoute un agent de maîtrise, *le problème est politique parce qu'il faut bien constater une volonté accrue de la direction de restriction générale des crédits. Tous les moyens sont bons pour ne pas embaucher. On restructure la maîtrise en banlieue en supprimant 100 postes et un autre plan de restructuration est prévu pour Paris qui risque bien d'être annoncé avant 1983. Pourtant, on n'a jamais vu autant de taxes, je sais pas où ça va tout ça. Et avec la carte orange, la Régie a, depuis 1975, tous les mois, une masse d'argent en avance, qu'est-ce qu'elle en fait ?*



La grève continue sur le réseau des bus. (Photo AP)

» *Avec les horaires que l'on a et l'amplitude de trois ou quatre heures entre la reprise des services, la vie de famille, c'est zéro, surtout qu'on habite de plus en plus loin de Paris et on peut pas rentrer chez nous pour deux ou trois heures. Moi je peux pas encaisser un service qui commence par exemple à 12 h 30 au dépôt jusqu'à 17 h 59 en station, avec la reprise à 20 h 12 jusqu'à 21 h 52, qu'est-ce que vous voulez que je fasse. Moi je pense qu'à une chose dans l'intervalle, c'est rien faire. Vous savez peut-être pas que les deux jours de repos, ils sont calculés sur une semaine de huit jours et non pas de sept. Or, il y a quelques années on se battait pour que ce genre d'horaires disparaisse, maintenant avec la baisse des effectifs, il se mutiplie. C'est pour ça qu'on se bat pour les 104 jours de repos par an. C'est tout ça le démantèlement du service public qu'on dénonce.* »

Dominique FERBOS

Les mille et une mains du Sentier dans la rue

DE nombreux travailleurs immigrés, dont une majorité de Turcs travaillant dans la confection, ont, à l'appel de la fédération Hacuitex CFDT, manifesté, lundi 16 mars, dans les rues du quartier du Sentier à Paris, ainsi que devant le siège de la Chambre patronale de la confection. Ils réclament de meilleures conditions de travail et la suppression du travail à la pièce.

Si 71 % des dossiers déposés l'an dernier et concernant la régularisation de la situation de ces travailleurs sont maintenant réglés, de nombreux problèmes restent en suspens.

Les conditions d'exploitation des travailleurs immigrés n'ont, dans la confection, guère changé : dix à douze heures de travail par jour, six jours sur sept. Les heures supplémentaires, nombreuses en temps de pointe, sont souvent impayées, tandis que les salaires deviennent misérables dès que le travail se raréfie. « *Actuellement*, déclare un ouvrier turc de la rue Rambuteau, *les patrons nous payent 2 F pour faire un chemisier d'été de femme.* »

Parfois, aux menaces verbales des patrons succèdent des agressions physiques. En septembre dernier, Ahmed Chagh en est mort, blessé par un coup de ciseaux, pour avoir protesté contre la baisse des salaires.



Deux francs pour fabriquer un chemisier revendu cent-vingt francs. (Photo Pitchal)

La nouvelle génération des SCOP

Les coopératives ouvrières sont devenues le terrain d'aventure des licenciés qui veulent travailler autrement

A ceux qui qualifiaient leur tentative d'utopique, les coopératives ouvrières de production apportent aujourd'hui la plus évidente des réfutations. On en recense actuellement huit cents. L'année dernière en a vu naître cent quarante-deux, qui ont permis la création de deux mille emplois. Selon toute vraisemblance, on sera bien près du millier à la fin de l'année.

Des chiffres certes encourageants, d'autant que la moitié des SCOP (sociétés coopératives ouvrières de production) ont moins de cinq ans. 1968 n'est certes pas étranger à l'expansion d'un mouvement dont les protagonistes : Fourier, Buchez, Blanc ou Proud'hon - pour ne citer que ceux-là - ont tracé les grandes lignes au siècle dernier. A savoir, selon Fourier « transformer tous les salariés en propriétaires co-intéressés ».

Idée séduisante qui doit autant aux nobles sentiments humanitaires qu'aux abus du système capitaliste.

Pourtant, qu'on ne s'y trompe pas : les SCOP se méfient de l'étiquette « rouge » que leur apposeraient trop volontiers les tenants d'idéologies moins généreuses ou, plus simplement, des concurrents qui supportent mal, dans leur secteur d'activité, la présence de ces entreprises pas comme les autres.

Force est donc de constater que les membres des sociétés coopératives de production, qui « travaillent pour eux-mêmes », entendent défendre la validité économique de leur organisation, la qualité de leur production ou des services offerts, autant que leur idéal. Elles se sont imposées et c'est sans doute pour cette raison que la coexistence entre entreprises capitalistes classiques et SCOP ne se passe pas si mal.

Qui crée une SCOP et pourquoi ?

Actuellement, environ 50 % des coopératives ouvrières sont le fait de jeunes décidés à fonder leur propre entreprise. Pour vivre autrement. Un tiers sont créées par des salariés, après dépôt de bilan ou liquidation de la société qui les employait auparavant.

Enfin, fait relativement récent, certains patrons « donnent » leur entreprise à leur personnel.

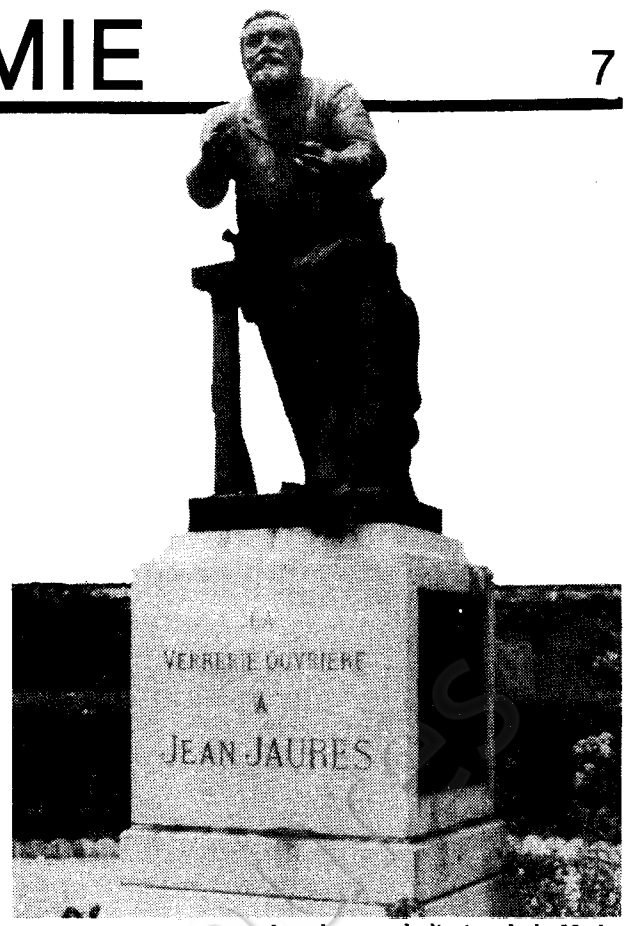
Une vie de chien

Pour Yves Régis, président de la Confédération des sociétés coopératives de production, *« la coopération apparaît le plus souvent comme la seule solution pour un patron en difficulté ou sans succession. Précisons bien qu'il s'agit alors de reprendre l'entreprise et non le patrimoine. Les vrais patrons mènent une vie de chien. Souvent, leurs enfants fuient vers d'autres horizons professionnels. Mais attention, nous ne sommes pas l'hospice. Nous ne pouvons pratiquement rien pour des canards boiteux irrécupérables, dont on se demande comment ils ont pu vivre si longtemps en fabriquant des produits totalement obsolètes, par exemple. L'an dernier, nous avons dû, la mort dans l'âme, refuser environ quatre cents dossiers. Les SCOP ne font pas de miracle. »*

Que le patron cède l'entreprise à ses employés par réelle sympathie ou parce qu'il ne peut faire autrement, sous peine de la voir disparaître, il n'en reste pas moins que les travailleurs qui souhaitent la reprendre se trouvent parfois en butte à des difficultés financières énormes.

« Nous demandons au gouvernement la franchise fiscale pour les travailleurs qui rachètent les parts d'une entreprise, précise encore Yves Régis. *Il est impensable qu'ils paient jusqu'à 50 % de taxes. Nous voulons gagner cette bataille juridique et politique, qui sera d'ailleurs l'un des thèmes du prochain congrès des SCOP, en juin prochain, à Vichy. »*

Dans l'immédiat, on assiste à de nombreuses créations de sociétés de services sous forme de coopératives (architectes, ingénieurs, ingénieurs-conseils, artistes, etc.). Sans doute parce que moins que toutes autres elles n'exigent pas l'apport d'un capital important au départ. La loi de juillet 1978 facilite d'ailleurs l'accès de ces professions à la coopération en leur accordant la possibilité de se constituer en S à RL, soit avec quatre personnes seulement.



La statue de Jean Jaurès dans la cour de l'usine de la Madeleine, à Albi.

Reste que l'un des problèmes essentiels pour les SCOP ou SCOT (sociétés coopératives de travailleurs) est bien de pouvoir réunir des sociétaires compétents, résolus et dotés d'un certain esprit communautaire. Ce qui n'exclut nullement la recherche d'une juste rentabilité.

Tout en conservant une volonté bien affirmée ; celle de prendre en commun un maximum de décisions. A la « réunionite » trop souvent pratiquée dans certaines entreprises, les assemblées générales se veulent nombreuses. A la condition d'être utiles.

Le régime juridique

La loi du 18 juillet 1978 définit les statuts communs aux SCOP et SCOT. Il s'agit d'associations à capital variable pouvant prendre la forme de SARL (ce qui est alors nouveau) ou de SA.

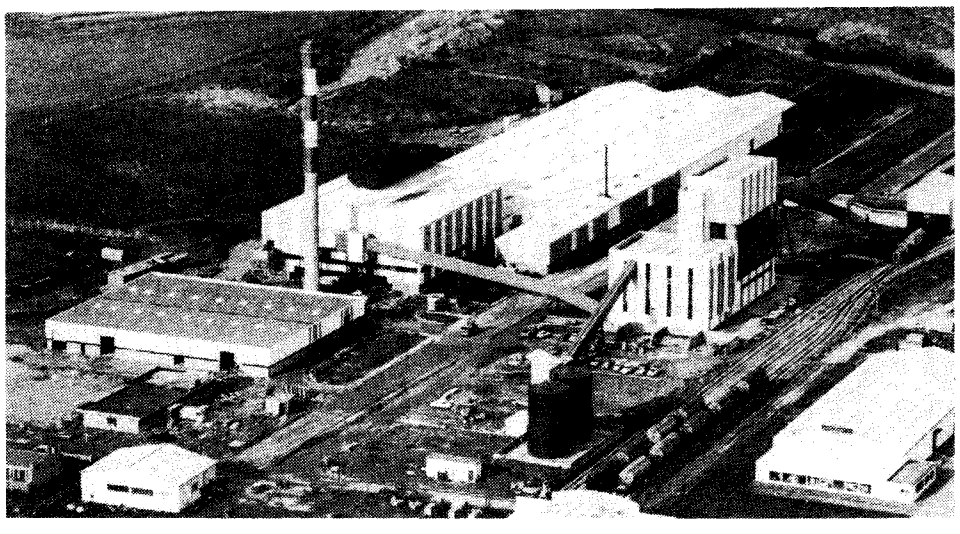
Cette loi étend par ailleurs l'activité des coopératives à « toutes activités professionnelles », ce qui ouvre très largement la porte au secteur tertiaire.

Elle assouplit également les règles régissant l'admission des sociétaires qui peuvent désormais, après un an dans l'entreprise, prétendre au sociétariat (au lieu de cinq ans dans l'entreprise précédemment). L'admission d'un nouveau membre est soumise à acceptation de l'assemblée générale à la majorité simple et non plus des deux tiers. Le principe « un homme, une voix » reste toujours valable et le président est toujours élu.

Précisons encore que le capital des SCOP est constitué des parts souscrites par les sociétaires, parts qui ne peuvent être cédées sans l'accord des autres associés. La valeur de ces parts est uniforme. Quant aux bénéfices, la réserve légale est fixée à 15 % au lieu de 5 % pour les autres sociétés.

Le régime actuel d'aide à la création d'entreprises par des chômeurs est assez favorable à la fondation de SCOP, les avantages accordés à chaque salarié se trouvant additionnés.

G. H.


La coopérative ouvrière de Saint-Juérry.

Quelques exemples

QUAND on dit SCOP, on pense Lip, Manuest, Marketube, voire Manufrance (?). Moins « grand public », des coopératives comme celle de Lisieux ou Le Chèque-Déjeuner CCR méritent de retenir l'attention.

Lisieux, tout d'abord, où, dès 1946, sept prisonniers de guerre fondent La Fraternelle, une entreprise de menuiserie qui compte aujourd'hui quarante-quatre personnes et mise sur la diversification de sa production. Mais toujours dans la filière bois : aménagements de cuisines, maisons de bois pour constructions individuelles ou collectives et, dernier-né, un métier à tisser pour lequel l'entreprise a reçu une aide de l'ANVAR.

Chiffre d'affaires en 1980 : un million de francs hors taxes. Tous les salariés sont associés. L'éventail des salaires varie de 1 à 4. Priorité est donnée à l'information.

« Il ne faut pas prendre les gens pour des bébés », affirme en souriant Jean Delmon, à la belle chevelure grise de tribun, PDG depuis une dizaine d'années.

Dans le sillage de La Frat', trois coopératives ont vu le jour à Lisieux, après 1970. Avec la bénédiction de l'ANPE, trop contente de voir certains de ses problèmes d'emploi résolus dans cette ville de vingt-cinq mille habitants qui compte trois mille chômeurs.

En novembre 1974, naît la COPA (Coopérative ouvrière du Pays d'Auge), suite à un dépôt de bilan. Le directeur technique, Pierre Fresney, relance avec neuf camarades cette entreprise de chauffage-plomberie, climatisation, solaire. Sur les vingt-cinq employés actuels, une vingtaine seulement sont sociétaires. Chiffre d'affaires de l'an passé : six millions de francs hors taxes.

En 1977, après liquidation, Pablo Pineira, fils d'un émigré espagnol, trente-cinq ans, reprend une entreprise d'agencement de magasins qui se déplace dans toute la France et même à l'étranger : la SCAM (Société coopérative d'agencement de magasins). *« De sept, nous sommes passés à quinze. Le capital d'origine — 56 000 F — atteint actuellement les 35 millions. Chiffre d'affaires : 5 millions de francs hors taxes. »*

Compo 7, animé par Pedro Jimenez, lui aussi fils d'un émigré espagnol, trente-deux ans, illustre un cas bien particulier : celui d'un imprimeur de Bernay, la SA Meaulle, qui a décidé, en 1977, de créer une antenne à Lisieux et propose l'affaire à sept coopérateurs. Les banques aident cette entreprise de photocomposition, montage et imprimerie de « travaux de ville » (cartes de visite, affiches, tracts), qui imprime par ailleurs deux éditions de *l'Eveil*, un hedomadaire local qui ne compte pas moins de cinquante-six pages. De 0,55 million en 1978, le chiffre d'affaires est passé l'an dernier à 1,2 million. En janvier dernier, Compo 7 a investi pour 420 000 F dans l'achat de matériel nouveau.

L'esprit « coopérative » est si bien ancré à Lisieux que, tous les deux mois, ont lieu des réunions « inter-SCOP », où sont évoqués en commun les réussites... et les problèmes des quatres coopératives locales.

En plein Paris, Le Chèque-Déjeuner CCR est une SCOP de services qui a vendus en 1980, 62 millions de titres-restaurant et réalisé un chiffre d'affaires de 850 millions de francs. Elle détient actuellement 37,5 % de ce marché et vient de créer RESTO-COP, société de restauration collective qui, pour les six premiers mois de fonctionnement, assure douze mille repas par jour. Outre l'émission de chèques-restaurant, la coopérative assure la présidence du CRT (Centre de réglement des titres-restaurant) qui assure le paiement des repas aux restaurateurs.

Depuis 1971, elle a déposé auprès du gouvernement un projet de « chèques-vacances », intéressant vivement la majorité qui, par l'intermédiaire de Jacques Blanc, président du Parti républicain (PR), propose de son côté des « titres-vacances ».

Au siège du Chèque-Déjeuner CCR, rue des Acacias, on n'est pas peu fier d'une autre activité : l'impression de chèques bancaires. Une preuve de confiance de la part des banques coopératives. Et des autres.

Geneviève HOUDARD

100 étudiants libyens suivraient des cours militaires en Suède

Olof Palme demande une commission d'enquête

L'AFFAIRE Telub connaît de nouveaux rebondissements en Suède et embarrasse le gouvernement, à la suite de révélations sur le caractère militaire de la formation donnée à une centaine de jeunes libyens à Vaexjoe, dans le nord du pays.

Le leader de l'opposition social-démocrate, Olof Palme, vient, en effet, de demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur cette affaire, à la suite d'informations selon lesquelles certains ministres auraient menti à plusieurs reprises au Parlement. Ils avaient soutenu d'abord que la formation destinée aux Libyens était exclusivement civile pour déclarer plus tard avoir complètement ignoré qu'elle comportait un aspect militaire.

L'affaire Telub, qui fait épisodiquement les gros titres de la presse suédoise, remonte à 1979 avec la signature, entre la firme nationalisée suédoise Telub et l'Etat libyen, d'un accord portant sur la formation technique pendant quatre ans d'une centaine d'étudiants libyens. Ces étudiants se sont révélés par la suite être des conscrits.

La direction de la firme et le gouvernement ont à plusieurs reprises assuré que le programme d'études des Libyens était de nature exclusivement civile. Or, au début de l'année, il s'est avéré que le programme de la quatrième et dernière année prévoyait des cours de technique militaire

Les Québécois iront aux urnes le 13 avril

Le premier ministre René Lévesque a dissous le Parlement

LE premier ministre québécois, René Levesque, a dissous l'Assemblée nationale du Québec et annoncé la tenue d'élections législatives dans la province majoritairement francophone du Canada le 13 avril prochain.

A la dissolution de la chambre, la semaine dernière, la répartition des sièges était la suivante : Parti québécois 69, Parti libéral 34, Union nationale 5, non-inscrits 2.

Le gouvernement de René Levesque avait été porté au pouvoir, à une forte majorité, le 15 novembre 1976. Il succédait à celui du libéral Robert Bourassa.

Peu après le résultat du référendum sur la souveraineté-association, en mai 1980 (défavorable à l'option du Parti québécois), le chef de l'opposition libérale, Claude Ryan, avait pressé Levesque d'organiser des élections. Ce dernier avait décidé de reporter l'échéance afin, avait-il dit, que la consultation provinciale n'intervienne pas au beau milieu du débat entourant la question du rapatriement de la constitution canadienne de 1867.

Le projet de rapatriement présenté par le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau ignore l'existence, reconnue depuis 1867, de deux « nations fondatrices » au Canada : une « *nation francophone* », au Québec, et une « *nation anglophone* », dans les neuf autres provinces du pays.

Les élections législatives dans la province francophone du Québec se dérouleront presque un mois après celles de la province anglophone de l'Ontario, qui auront lieu le 19 mars. Ce sont donc les deux provinces canadiennes les plus peuplées et économiquement les plus importantes qui entrent en campagne électorale.

• **GRECE.** — Environ vingt mille personnes ont défilé lundi à Salonique pour protester contre les installations militaires américains en Grèce. Les participants a cette manifestation, organisée par le Comité pour la détente internationale et la paix, se sont également opposé aux négociations pour la signature d'un nouvel accord sur le statut de ces bases.

• **BELIZE.** — Le Royaume-Uni et le Guatemala « *reconnaîtront l'Etat indépendant de Belize comme partie intégrante de l'Amérique centrale et respecteront sa souveraineté et son intégrité territoriale conformément à ses frontières actuelles et traditionnelle* », déclare un communiqué commun publié lundi à Londres.

Victoire pour Ronald Reagan

Le sommet Nord-Sud reporté de quatre mois

Vingt-trois pays au maximum participeront à la conférence qui se tiendra, en octobre 1981, dans la station balnéaire mexicaine de Cancun. Participation éventuelle de l'URSS et de la Chine populaire.

LE président Ronald Reagan a été très satisfait du report de quatre mois de la conférence Nord-Sud au sommet qui devait se tenir, en juin prochain, à Cancun (Mexique) pour relancer le dialogue économique entre pays riches et pays pauvres.

« *Il est toujours trop tôt pour réaliser les mauvaises idées* », a dit en privé à l'AFP un haut fonctionnaire américain spécialisé dans les relations économiques internationales, en apprenant que les ministres réunis à Vienne avaient décidé de renvoyer le sommet Nord-Sud à la fin du mois d'octobre.

La participation de Reagan à cette rencontre n'avait jamais été annoncée officiellement mais, depuis une dizaine de jours, la Maison-Blanche et le département d'Etat laissaient volontiers dire que le président envisageait de s'y rendre si les conditions favorables lui paraissaient réunies.

Il s'avère aujourd'hui qu'une de ces conditions était le report de la conférence à une date ultérieure. C'est loin d'être la seule réserve des responsables américains à un sommet Nord-Sud. Mais le fait que l'idée vienne en partie du président mexicain Lopez Portillo, avec qui le président Reagan veut entretenir des relations étroites, empêche Washington de la critiquer trop ouvertement.

Vingt-trois pays

Dans l'esprit du Mexique et de l'Autriche, principaux promoteurs de ce sommet, il s'agit de réunir les dirigeants d'un nombre restreint de « pays-clefs » pour des échanges de vues « *informels* », sans ordre du jour précis, afin de sortir le dialogue Nord-Sud de l'enlisement.

Les participants seront les onze pays représentés à Vienne (Autriche, Canada, France, RFA, et Suède pour le Nort et Algérie, Inde, Mexique, Nigéria, Tanzanie et Yougoslavie pour le Sud) ainsi que dix autres pays figurant sur une liste provisoire depuis les premières conversations exploratoires tenues en novembre dernier : les Etats-Unis, le Japon et le Grande-Bretagne pour les industrialisés et le Brésil, le Venezuela, la Guyana, la Côte d'Ivoire, le Bangladesh, les Phillipines et l'Arabie Saoudite représentant le tiers monde.



Le président Ronald Reagan a tout lieu d'être satisfait des résultats de sa politique. (Photo AP)

L'URSS et la Chine

Cette liste illustre le souci d'une répartition géographique équitable pour le sommet : huit pays du Nord et treize pays du Sud, dont des représentants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et trois pays membres de l'OPEP.

Reste la question de la présence au sommet de l'URSS et de la Chine. Les pays du Nord souhaitent que Moscou partage à l'avenir le poids de l'aide au développement. Tous les participants à Vienne ont estimé que la Chine peut prétendre à un siège à Cancun en raison de son importance sur l'échiquier mondial. Kreisky va avoir des contacts à cet effet avec Moscou. La question de la participation éventuelle de ces deux pays au sommet devrait être réglée avant le lancement des invitations officielles à la mi-avril.

Le sommet Nord-Sud se tiendra en principe à Cancun, station balnéaire mexicaine sur la côte des Caraïbes, les 22 et 23 octobre. Il réunira un maximum de 23 pays en supposant que l'URSS et la Chine soient prêts à y participer.

Perspectives économiques difficiles pour Pyongyang

Les voyageurs occidentaux, extrêmement rares, rapportent des impressions satisfaisantes sur le niveau de vie apparent de la population en Corée du Nord. Mais des diplomates en poste à Pyongyang, la capitale, s'interrogent quant à l'avenir économique du pays.

LA revue officielle *République démocratique populaire de Corée* a récemment annoncé que l'objet économique pour la fin des années 1980 était de tripler la production industrielle du début de la décennie.

Faute de statistiques précises et de moyens d'investigation, les résultats obtenus par le régime communiste du président Kim Il-Sung sont difficiles à apprécier. Mais la majorité des observateurs estime que ce pays de 17,5 millions d'habitants va au devant de jours difficiles.

La Corée du Nord est sortie rasée, il y a près de 30 ans, de la guerre de Corée. A Pyong-Yang, la capitale, qui compte actuellement 1,5 million d'habitants, deux immeubles seulement étaient intacts en 1953 lorsque le conflit a pris fin.

A voir le spectacle qu'offre aujourd'hui la ville, avec ses avenues majestueuses bordées de gratte-ciel en béton, ses parcs d'une propreté méticuleuse, ses bâtiments publics aux marbres luisants et aux lustres scintillants, les réalisations paraissent saisissantes.

Les gens sont convenablement vêtus — costume et cravate pour les hommes, tailleur ou robe traditionnelle colorée pour les femmes — et la scolarité et les soins médicaux sont gratuits.

Villages crasseux

Pourtant, le long de la voie ferrée conduisant de Pyongyang à la frontière sino-nord-coréenne, marquée par le fleuve Yalou, les villages moins coquets, certains d'entre eux présentent même une apparence crasseuse et arriérée.

Salaires et prix, quant à eux, n'ont pas varié, par rapport à des pointages faits il y a deux ans par des journalistes occidentaux.

Le salaire moyen se situerait à 90 wons (1 dollar égale 1,77 wons), un chiffre qu'il convient de relier à la gratuité des services collectifs essentiels, notamment des soins médicaux qui sont, selon un diplomate non-communiste en poste à Pyongyang, de bonne qualité dans l'ensemble du pays.

Les loyers des appartements s'étalent, dans la capitale, entre 5 et 10 wons. Le kilo de riz, l'aliment de base rationné à 800 grammes par jour, et lourdement subventionné par l'Etat, coûte 0,60 wons, une paire de chaussures en cuir pour hommes de 12,60 à 31,30 wons, et pour femmes de 12 à 17 wons.

Les dix magnifiques

Les prix sont donc stables. Mais, la production piétine, alors que la population semble s'accroître rapidement.

Ainsi, en 1980, la production de céréales — riz et maïs, pour l'essentiel — paraît avoir atteint un plafond, avec 9,5 millions de tonnes.

Tout en notant que certains succès ont été enregistrés au plan de la production, la plupart des observateurs en poste à Pyongyang se montrent extrêmement sceptiques à propos des « *dix magnifiques objectifs à long terme de construction socialiste* » déterminés par la revue *République démocratique populaire de Corée* pour la fin de la décennie : la revue fixe pour cette date la production d'électricité à atteindre à 100 milliards de kW/h, celle de charbon à 120 millions de tonnes, celle d'acier à 15 millions de tonnes et celle de ciment à 20 millions de tonnes.

Avec une dette extérieure de 2 milliards de dollars, la Corée du Nord devra moderniser rapidement son appareil productif pour être compétitive sur le marché international.

Un putsch promarocain échoue en Mauritanie

Le gouvernement mauritanien met en cause le Maroc

Coup d'Etat manqué en Mauritanie : deux anciens officiers ont tenté de prendre le pouvoir lundi à Nouakchott. Pour le premier ministre mauritanien, aucun doute possible : Hassan II est à l'origine du coup d'Etat déjoué. Hassan II qui, précisément, a rencontré Giscard il y a quelques jours.

UNE tentative de coup d'Etat inspirée par le Maroc, selon le premier ministre mauritanien Bneijara, a été déjouée lundi matin en Mauritanie. En toile de fond, le conflit du Sahara occidental.

Des éléments armés « venus de l'extérieur » et conduits par deux anciens officiers, les ex-lieutenants-colonels Mohamed Ould Ba Abdel Kader et Ahmed Salem Ould Sidi, ont attaqué simultanément vers 10 heures la présidence de la République et la présidence du gouvernement à Nouakchott. Selon la radio mauritanienne, il y a eu des victimes au cours des affrontements, qui ont duré environ deux heures. Les deux putschistes ont été arrêtés.

La radio mauritanienne a déclaré que les putschistes avaient agi sur ordre de leur maître, le Maroc. « *C'est une agression perpétrée contre notre pays par le Maroc* », a-t-il affirmé, en ajoutant que son pays avait saisi le Conseil de sécurité de l'ONU, la Ligue arabe et l'OUA (Organisation de l'unité africaine) pour qu'ils fassent cesser l'« *agression marocaine contre la Mauritanie* ».

Face aux accusations mauritaniennes, les milieux officiels marocains ont exprimé lundi soir leur profonde indignation. « *Ce n'est pas la première fois,* ont-ils ajouté, *que les responsables mauritaniens, aux prises avec des difficultés, tentent des diversions en lançant des accusations gratuites contre le Maroc.* »

Pour l'Algérie, la responsabilité marocaine ne fait aucun doute dans la tentative de coup d'Etat. Pour *El Moudjahid*, « *il importe de relever que les menaces de Rabat coïncident étrangement avec la visite privée, mais combien politique, effectuée par le roi Hassan II à Paris. Le bureau politique de FLN a averti le Maroc que l'Algérie s'opposerait fermement à sa politique d'escalade, qui tend à aggraver la tension, à étendre l'aire de la belligérance, et à porter atteinte à la stabilité et à l'indépendance de la Mauritanie* ».

On peut s'interroger à présent sur une généralisation possible du conflit du Sahara. Depuis la construction par le Maroc d'un premier tronçon d'une ligne fortifiée au Sahara occidental, une partie du Polisario s'est installée dans le nord de la Mauritanie. D'où la réaction marocaine.

De son côté, l'Algérie, qui soutient fidèlement les Sahraouis, ne restera certainement pas indifférente devant cette agression de Rabat.

Sud-Liban : deux casques bleus tués

La réunion du Conseil de sécurité sur les événements au Sud-Liban qui devait se tenir dans la soirée de lundi a été différée et c'est pour de nouvelles « consultations » que le Conseil devait se réunir à huis clos mardi vers 15 h 30 GMT.

L'artillerie israélienne et celle des milices frontalières libanaises du commandant Haddad se sont relayées lundi pour bombarder le Sud-Liban, alors que des unités de l'armée régulière libanaise, aidées par la FINEL (contingent de l'ONU) s'efforcent depuis quelques jours de rétablir le pouvoir légal dans cette région. Un bilan établi dans la soirée faisait état de 2 tués et 20 blessés au sein du contingent nigérian de la FINUL, 4 blessés parmi les militaires libanais et un tué et une dizaine de blessés parmi les habitants.

Les Etats-Unis ont condamné les « attaques scandaleuses » lancées par les forces du commandant Haddad contre les casques bleus, déclare un communiqué du département d'Etat.

Le vote du budget provoque une crise chez les conservateurs

Margaret Thatcher mène l'Angleterre au chaos

La politique déflationniste du premier ministre britannique, au pouvoir depuis mai 1979, risque de faire passer le nombre des chômeurs de 2,5 millions à 3 millions. La nouvelle baisse de la production industrielle provoque d'autre part le mécontentement croissant du patronat. En faisant approuver son troisième budget, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher joue peut-être sa dernière chance.

LE débat sur le budget britannique, voté dans la nuit de lundi à mardi, a été marqué par la rébellion de plusieurs députés conservateurs, de plus en plus inquiets devant la politique d'austérité obstinément poursuivie par le premier ministre, alors que le pays est durement frappé par le chômage et la récession.

Ce troisième budget présenté par le gouvernement conservateur depuis son arrivée au pouvoir, en mai 1979, est considéré par l'ensemble des observateurs comme celui de la « *dernière chance* » pour l'expérience monétariste entreprise par le premier ministre, Margaret Thatcher.

Cette expérience provoque le scepticisme d'un nombre croissant de ministres, et, si d'ici à dix-huit mois le gouvernement n'obtient pas une baisse substantielle de l'inflation (voisine de 13 % aujourd'hui) qui lui permette de relancer l'économie, l'avenir politique de Margaret Thatcher sera sérieusement compromis, d'après la plupart des commentateurs.

La rébellion de plusieurs parlementaires conservateurs constitue un sérieux avertissement pour le gouvernement, qui paraît de plus en plus divisé quant à la politique économique à suivre. Margaret Thatcher, selon la presse, se heurte à une opposition croissante, au sein même du cabinet, de la part de ministres (le secrétaire au Foreign Office, lord Carrington, et le ministre de l'Emploi, James Prior, notamment) qui doutent de l'efficacité d'une politique déflationniste alors que le pays compte 2,5 millions de chômeurs,. Ils avaient annoncé lundi une nouvelle et sévère baisse de la production industrielle.

Le budget, qui ne comprend pratiquement aucune mesure de relance, a été annoncé aussi bien par les syndicats que par le patronat, qui redoutent que le chômage ne touche rapidement plus de 3 millions de personnes.

Nicaragua: le ministre des Affaires étrangères à Paris

A l'occasion de leur entretien, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et Miguel d'Escoto, ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, réaffirment leur soutien aux forces démocratiques d'El Salvador

A l'occasion de son bref séjour à Paris, dimanche et lundi, Miguel d'Escoto, ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, a été reçu par Lionel Jospin, premier secrétaire du parit socialiste.

Miguel d'Escoto avait été reçu auparavant par Jean François-Poncet, ministre français des Affaires étrangères, au cours d'un déjeuner au Quai-d'Orsay.

Le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères a réaffirmé au curs de cet entretien que la politique éctérieure de son pays repose sur « *les bases du non-alignement, de l'autodétermination et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres apys.* » Il a démenti que le Nicaragua livre des armes aux révolutionnaires salvadoriens, comme l'affirme Washington.

De son côté, Jean François-Poncet a déclaré que la France souhaitait voir cesser « *les ingérences extérieures à El Salvador* » et avait la certitude que « *seule une solution politique et des réformes économiques et sociales* » pourraient ramener la paix dans ce pays d'Amérique centrale.

Avant son départ de Paris, Miguel d'Escoto a déclaré, à l'aéroprot d'Orly, que son pays avait obtenu de la France une aide de l'ordre de 15 millions de dollars.

A l'occasion du séjour du ministre d'Escoto, le Parti socialiste a réaffirmé sa solidarité avec la révolution nicaraguayenne et salué son effort pour diversifier et approfondir ses relations internationales.

Lionel Jospin et Miguel d'Escoto ont, d'autre part, réaffirmé leur appui aux forces démocratiques d'El Salvador et leur attachement à la recherche d'une solution politique qui ne sera possible que « *si elle répond aux justes aspirations de libération et de justice du peuple salvadorien.* »

EN 24 HEURES

ALLEMAGNE

Précision sur Blaesheim

Le jugement « positif » de Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing sur la politique étrangère du président Ronald Reagan se rapporte « *en premier lieu, à la disposition des Etats-Unis à un dialogue avec l'Union soviétique ainsi qu'à leurs relations avec l'Europe* », a indiqué lundi le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Kurt Becker.

POLOGNE

Walesa à Paris le 22

Un programme fort chargé attend Lech Walesa en France, lors du séjour qu'il effectuera du 22 au 29 mars à l'invitation de toutes les organisations syndicales et de diverses associations. Le président du syndicat indépendant Solidarité rencontrera successivement, entre les 23 et 26 mars, les six centrales représentatives françaises, en accordant davantage de temps à la CGT et à la CFDT.

TCHAD

Conseillers soviétiques

Une cinquantaine de militaires soviétiques se trouvent actuellement au Tchad pour assister le gouvernement de M. Goukkouni Oueddei, a annoncé un responsable du département d'Etat.

Les militaires soviétiques seraient arrivés en janvier dernier, et font partie d'un corps d'environ 1 800 conseillers militaires, en provenance des pays de l'Est, stationné en Libye.

AFGHANISTAN

Accusations de Washington

Les Etats-Unis ont accusé lundi l'Union soviétique de « complicité » dans l'affaire du détournement de boeing de la compagnie pakistanaise Pia. Citant les déclarations faites par certains témoins occulaires, qui se trouvaient à l'aéroport de Kaboul, le porte-parole du département d'Etat a affirmé que les auteurs du détournement « *sont arrivés à Kaboul avec des pistolets et en sont repartis avec des mitraillettes* ».

URSS

Menaces à propos des Pershing 2

L'implantation en Europe de nouvelles fusées eurostratégiques, conformément à la décision de l'OTAN, pourrait conduire à une tension internationale comparable à la crise du Cuba en 1962, a laissé entendre lundi soir Georgij Arbatov, membre du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique. « *Les fusées Pershing 2 sont comparables aux fusées soviétiques stationnées à Cuba en 1962. Vous vous souvenez quelle a été à l'époque la réaction des américains* », a ajouté Arbatov.

Lettre de la mère de Chtcharanski

La mère du contestataire juif soviétique Anatoly Chtcharanski, Ida Milgromme, a adressé une lettre ouverte à Leonid Brejnev pour demander la libération de son fils.

ARGENTINE

Le général Viola à Washington

Le général Viola, prochain président de l'Argentine, est à Washington pour une visite privée de cinq jours, au cours de laquelle il rencontrera le président Reagan.



L'ECOLE EN MOUVEMENT

PROTESTATIONS CONTRE LES FERMETURES DE CLASSE

• Vagues de protestations devant les fermetures de classes en Seine-Saint-Denis, les locaux de l'école maternelle de Joncherolles à Saint-Denis sont occupés par des parents qui envisagent de créer, le 23 mars, une classe sauvage s'ils n'obtiennent pas la réouverture de trois classes. A Epinay-sur-Seine ainsi qu'à Livry-Gargan, d'autres parents occupent des écoles pour protester contre les fermetures annoncées pour la rentrée prochaine.

• Dans les Hauts-de-Seine, des adhérents de la Fédération des conseils de parents d'élèves n'ont pas envoyé lundi leurs enfants à l'école primaire des Grésillons, à Genevilliers : ils demandaient l'ouverture de trois classes.

• Jacques Heuclin, maire socialiste de Pontault-Combaut (Seine-et-Marne) a adressé une lettre ouverte au ministre de l'Education pour protester contre l'application stricte de la grille Guichard, qui prévoit de supprimer les classes sitôt que le nombre d'élèves est inférieur à trente. Résultat : trois classes vont être fermées dans les groupes scolaires de Granet, de Pajot et de Leclerc, qui accueillent 30 % d'immigrés.

• Le Val-de-Marne n'est pas épargné : 141 fermetures de classes y sont annoncées, dont 12 à Villejuif. Le SNI-PEGC, le SNES des sections du PS et du PC, de la CGT et de la CFDT avaient manifesté dans cette ville, le 12 mars, pour protester avec la Fédération des conseils de parents d'élèves. Cette dernière a décidé de défiler à nouveau à Créteil le 21 mars.

GREVES EN SERIE

• Le SNES sup appelle à la grève les enseignants du supérieur le 17 mars. Leurs revendications portent sur la défense et l'intégration des non-titulaires et le déblocage des carrières.

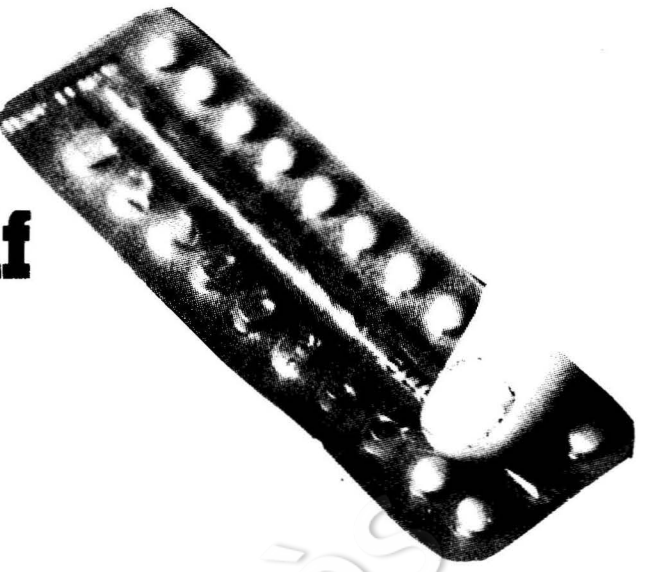
• Le même jour, le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée est en grève également. Le SNPES réclame des crédits de fonctionnement supplémentaires et des créations de postes, jugés insuffisants alors que la lutte contre la délinquance devrait être une priorité : 6 087 mineurs ont été incarcérés en 1980, soit 41 % de plus que l'année précédente.

• Les conseillers à la formation continue à Paris cesseront le travail, le 17 mars également, pour obtenir du recteur le respect des garanties statutaires et protester contre les mesures arbitraires qui frappent huit d'entre eux.

Le 19 mars, le Syndicat national des personnels de l'enseignement privé appelle le personnel non enseignant à se mettre en grève. Il réclame la revalorisation des salaires de 16 % et la septième semaine de congé.

La pilule, contraceptif adulte

Vraies questions et faux-semblants



QUATORZE années après les lois organisant la contraception en France, les détracteurs de la pilule reviennent à grand renfort d'ouvrages et de chiffres.

Selon la revue *l'Impatient,* la vente de la pilule a baissé de 25 % aux Etats-Unis. En France, le pourcentage de femmes prenant la pilule est passé de 10,6 % à 30,8 % en quelques années. Alors que la très officielle Food and Drugs Administration recommande aux médecins d'éviter de prescrire la pilule aux femmes de quarante ans et plus, les médecins français dans leur majorité leur conseillent ce contraceptif. Le docteur David Elia (1), gynécologue et médecin du Mouvement français pour le planning familial, explique : *« La pilule n'a jamais été une solution miracle, ni une panacée. Quand elle est correctement prescrite et surveillée, c'est un moyen anodin de contraception, qui permet un dépistage qui n'aurait jamais lieu. Par les examens et les consultations médicales qui s'imposent pour son utilisation, on décèle très vite les risques de cancer, de troubles circulatoires, de diabète, d'hypertension ou d'élévation du taux de cholestérol. Les contre-indications à la pilule n'ont rien d'alarmant, chaque médicament a les siennes. L'aspirine aussi est un remède merveilleux, mais qui peut tuer un ulcéreux... C'est pour toutes ces raisons que ces médicaments ne sont pas vendus dans les supermarchés. »*

Un médicament « adulte »

Avec les temps, la pilule s'est raffinée, elle est devenue adulte, en protégeant la femme à 100 %, tant d'un avortement inutile que d'une stérilité. Adulte, car elle a aussi « donné naissance » à la minipilule à deux paliers (à différentes doses d'hormones) et à la micropilule, plus contraignante car sa prise doit avoir lieu à heures fixes. *« Quant à l'argument de l'âge, il n'est pas très valable,* poursuit le docteur Elia. *L'âge est en lui-même un facteur de risques pour les maladies cardio-vasculaires. De ce fait, quand cela est possible, et toujours sous surveillance, on prescrit la minipilule. Sinon, on a recours à d'autres moyens, tels que le stérilet, le diaphragme ou les spermicides... Passé quarante-cinq ans, la pilule offre plutôt un grand bienfait psychologique et physiologique, dans la mesure où elle masque une anarchie des cycles hormonaux et met les femmes à l'abri d'une grossesse qui n'est guère souhaitable à cet âge. »*

S'informer et consulter

Il faut dire que ce supplément d'hormones pris quotidiennement par beaucoup de femmes peut *a priori* inquiéter. Il ne doit pourtant pas être systématiquement et régulièrement interrompu. Ainsi, selon le Collège royal britannique des généralistes, les femmes peuvent prendre la pilule jusqu'à huit ans de suite, la durée maximale étudiée jusqu'ici. Mais quelle que soit la longueur de la prescription, une surveillance précise est nécessaire : consulter deux fois par an son généraliste ou son gynécologue est un acte qui vaut bien la tranquillité d'esprit que procure la pilule. Il semble d'ailleurs que les détracteurs ne soient pas conscients du nombre d'IVG que pourraient provoquer leurs attaques et leurs arguments.

Faire profession de dénoncer le danger de la pilule est aujourd'hui d'une inconscience que l'on voudrait rare. Il serait plus juste de conseiller aux femmes de s'informer sur les différents moyens de contraception et de choisir, avec leur médecin, celui qui pour elles comporte le moindre risque...

Diane MILLER

(1) Auteur du livre *la Contraception* Hachette, 1980.

Charlie : hara-kiri

J'AI rigolé horriblement. Secoué d'une joie franche et mauvaise. Gonflé d'une satisfaction bête aussi. Charlie Matin *raccroche ! Ah, les pitres enfin châtiés ! Ah, les hypertrophiés de l'Ego ! Deux numéros à peine et les voilà qui prennent (plutôt cavalièrement d'ailleurs) la fuite.*

On imagine sans peine devant les kiosques amers, les longues files de lecteurs déçus, de ceux qui rêvant éveillés depuis 68 au moins s'attendaient — entre crême et croissants, ces gens-là ça ne sait pas boire — à trouver l'antidote humoristique, sarcastique quotidien et méchant à l'opium télévisé du peuple.

Il ont tout plaqué. Capitulé en rase campagne. Désertion molle et fourbue en temps de guerre : cela devrait aller chercher loin si les tribunaux populaires, révolutionnaires et tout et tout, fonctionnait encore. C'est qu'on avait besoin de ces salauds prêts à prendre et à lâcher la place toute chaude d'un Libé *fraîchement répudié.*

Et voilà. Coluche continue. Eux, ils raccrochent. L'énorme blague entre les dents, le canular pâle leur rosissant le front, l'aveu de la sombre machination s'étalant dans leur dernière livraison : ils savaient avant de commencer qu'ils ne feraient que deux numéros !

Naïf incorrigible, jobard militant, je ne puis imaginer la rédaction de Charlie, *fuyant les poches pleines vers quelque paradis helvète et fiscal, laissant sur le froid pavé parisien le carré des stagiaires non rémunérés, les petits, les laissés-pour-compte de tout délire patronal mégalomaniaque. Je souhaite qu'à* Charlie Matin *ils retroussent leurs manches et pas seulement pour adresser à la France endeuillée de grands bras d'honneur sous la lune.*

Jean WEBER

Crèches : le casse-tête chinois des parents

Un rapport du Conseil économique et social sur la garde des enfants

LA garde des jeunes enfants pose de graves problèmes aux parents. On compte actuellement en France deux millions de moins de trois ans, or la moitié de ces derniers ne peuvent être gardés à la maison comme autrefois par leur mère car celle-ci travaille. Les possibilités d'accueil ne dépassant pas 660 000 places, les familles doivent résoudre un véritable casse-tête chinois. Les crèches collectives accueillent actuellement 57 000 enfants de moins de trois ans. C'est le mode de garde le plus recherché et le moins coûteux, mais les places offertes sont en nombre très limité. La jeune femme enceinte découvre souvent avec stupéfaction qu'elle va figurer sur une liste d'attente alors qu'elle a pris la précaution d'aller s'inscrire sitôt sa grossesse déclarée...

Implantées principalement dans les villes, les crèches collectives, qui accueillent chacune de 10 à 120 enfants, sont fort inégalement réparties sur tout le territoire. Une quinzaine de départements n'en comptent qu'une ou deux et cinq départements aucune.

Reste une autre solution : les crèches familiales. Créées en 1971, elles regroupent, sous la responsabilité et le contrôle d'une directrice, un certain nombre d'assistantes maternelles qui gardent 1 à 3 enfants à leur propre domicile. Comme les crèches collectives, elles sont financées à la fois par la collectivité et les familles. 26 000 enfants y sont inscrits.

Le mode de garde le plus répandu est aussi le plus onéreux : 320 000 enfants sont en effet placés chez des assistantes maternelles agréées. Celles-ci présentent généralement l'avantage d'habiter à proximité du domicile des parents et d'accepter l'enfant même quand il est souffrant. Les nourrices clandestines, qui présentent moins de garanties, accueillent pour leur part 220 000 enfants. On estime que 70 000 autres sont confiés à des employés de maison et 96 000 à leurs grands-parents.

Deux millions et demi d'enfants sont âgés de trois à six ans. Dès deux ans, bien souvent, ils sont dirigés vers l'école maternelle : la préscolarisation se généralise et serait plus importante encore si les zones rurales n'étaient pas également défavorisées sur ce plan.

Les difficultés rencontrées par l'école maternelle naissent de son succès même auprès des parents : malgré la baisse de la natalité observée depuis quelques années, le nombre d'élèves inscrits était encore de 29,9 par classe en 1979-1980. L'école, dans ces conditions, a tendance à ne devenir qu'une garderie.

Le rapport présenté au début du mois par la sociologue Evelyne Sullerot devant le Conseil économique et social est formel : la collectivité nationale doit tout mettre en œuvre pour permettre aux femmes qui désirent garder elles-mêmes leur enfant pendant les premières années de son existence de le faire sans être par la suite pénalisées, mais elle doit également offrir des solutions satisfaisantes aux parents qui ne peuvent s'en charger personnellement. Une structure intermédiaire entre la crèche et l'école maternelle doit être trouvée. Cette « crèche scolaire » — ainsi qu'Evelyne Sullerot l'a baptisée — pourrait réunir 12 à 15 enfants, et serait animée par des institutrices ayant reçu une formation de puéricultrice. Se substituant peu à peu aux classes maternelles, ce système compléterait avantageusement l'éventail des modes de garde, jugé insuffisant et inadapté compte tenu de la demande des parents.

C. L.

Une mise en garde d'Haroun Tazieff

«Plus le temps passe, plus le risque de tremblements de terre augmente en France!»

Pour mieux défendre son pays, le célèbre vulcanologue quitte le sommet des volcans pour descendre dans l'arène politique

SUR les bords de la Seine, en plein cœur de Paris, le célèbre vulcanologue Haroun Tazieff habite un immeuble construit au XVII[e] siècle où tout semble avoir été conçu pour résister aux épreuves du temps. C'est dans un appartement où sont accumulés tous les souvenirs d'une vie bien remplie, qu'il a répondu à nos questions. Et, d'abord, à celles portant sur l'inquiétante multiplication de secousses, en Algérie, en Italie, en Grèce, en Yougoslavie, voire en Angleterre, qui semblent menacer de plus en plus directement la France.

H. Tazieff. — De telles secousses constituent des phénomènes habituels dans ces régions très sismiques ; elles sont relativement nombreuses et violentes. La Grèce semble traverser une période spécialement active sur le plan tellurique. Il y a des années calmes et d'autres beaucoup plus agitées, comme l'ont été 1904, 1920, 1950, 1960 et 1964. La fin de 1980, avec El Asnam comme Naples, et 1981 s'inscrivent dans cette dernière liste.

Autrefois, des secousses de l'ampleur de celles qui viennent d'être enregistrées en Grèce n'auraient été relatées que dans de très brefs entrefilets. Aujourd'hui, avec la radio-télévision et la transmission immédiate des nouvelles, le pouvoir qui a la main-mise sur les médias n'est pas fâché que l'on parle d'événements extérieurs, qui détournent l'attention de ce qui se passe en France. Ainsi sait-on que, le 5 juillet dernier, à Mulhouse, s'est produite une secousse de même magnitude que celle qui fit 20 000 morts en 1960 à Agadir. Pourquoi ce grand silence ? Parce que Mulhouse se trouve près de la centrale nucléaire de Fessenheim. Nous sommes confrontés à l'hypocrisie habituelle.

— Cela signifie-t-il que la France est aussi menacée par des tremblements de terre ?

— La sismicité étant un phénomène géologique, son unité de temps reste de l'ordre du million d'années. Il est inéluctable que des séismes destructeurs suivent d'autres séismes destructeurs. En la matière, quelques rappels sont nécessaires : la région suisse de Bâle a été ravagée en 1356 ; celle de Perpignan, en 1428 ; la vallée du Rhône et la zone située entre Nice et Salon-de-Provence ont également été touchées à cette occasion. Il faut bien comprendre un fait essentiel : plus on s'éloigne du dernier séisme catastrophique et plus on se rapproche du suivant.



Haroun Tazieff : Pour avertir l'opinion d'un danger volcanique, il descend dans l'arène politique. (Photo Fabian/Sygma)

MERCALI ET RICHTER

Comment s'y retrouver entre les deux échelles qui permettent d'évaluer l'ampleur des phénomènes sismiques ? L'échelle MSK ou Mercali, graduée de I à XII en chiffres romains, donne une indication sur les effets provoqués par la secousse ; l'échelle de Richter, graduée de 0 à 9 en chiffres arabes, détermine, pour sa part, l'énergie libérée.

— La France est-elle préparée à faire face à de telles éventualités ?

— Ceux qui nous gouvernent ne font rien. Cela fait vingt ans que je dénonce cette situation et le pouvoir ne peut pas prétendre ignorer la chose. Gouverner c'est, paraît-il, prévoir. Mais ce gouvernement ne prévoit rien, hormis des plans ORSEC qui ont donné les résultats que l'on connaît, notamment à la Guadeloupe en 1976. Ce qu'il faut faire, et ce qui se fera certainement quand François Mitterrand sera président de la République, se résume en cinq points :

• Une loi faisant obligation, sous peine de sanctions, de construire les immeubles en respectant rigoureusement les normes de l'architecture parasismique dans les régions menacées. Cela est déjà appliqué aux Etats-Unis, au Japon et à Monaco.

• Une organisation nationale des secours qui ferait appel à un personnel spécialisé. Une seule organisation est capable d'y réussir : l'armée, qui dispose tout à la fois de la main-d'œuvre, des moyens de locomotion et de transmission, ainsi que des hôpitaux de campagne nécessaires.

• Une information exhaustive sur les tremblements de terre et la façon de réagir. La véritable nature des risques courus par la population doit être expliquée par la radio et la télévision. C'est exactement le contraire de la politique de l'autruche imposée actuellement. Une population entraînée et informée court des risques moindres. La panique peut être maîtrisée, contrairement à ce qui s'est passé autour du volcan de la Soufrière, qui a permis une vaste mise en scène politico-financière.

• Un vaste programme sur dix ans qui coûterait cher — mais protéger des vies humaines ne représente jamais du gaspillage — et qui créerait des centaines de milliers d'emplois. Il s'agirait de renforcer et de consolider tous les bâtiments susceptibles de s'effondrer dans les zones sismiques.

— Vous venez d'évoquer votre engagement au côté de François Mitterrand. Quelles en sont les raisons ?

— Il faut réagir au néo-vichysme dans lequel nous sombrons ; revenir à une démocratie authentique me paraît essentiel. Les princes qui nous gouvernent depuis vingt-cinq ans peuvent-ils nous dire ce qu'ils ont fait de l'indépendance de la justice et de l'information ? Avec Mitterrand, le combat pour l'écologie sera plus efficace, car empêcher la grosse industrie de polluer ne peut être obtenu que par une volonté politique ferme.

— Pouvez-vous justifier plus précisément l'étude que vous allez mener dans la Nièvre ?

— Le conseil général de la Nièvre, présidé par François Mitterrand, m'a proposé une étude de dix-huit mois sur les perspectives d'indépendance énergétique des ressources naturelles du département.

Il s'agit d'un marché négocié entre la préfecture et moi-même. Le projet est déjà lancé. Une fois terminé l'inventaire des ressources en hydro-électricité, charbon, géothermie et solaire, une analyse technique et économique sera entreprise afin d'envisager la réduction des gaspillages, la dépendance à l'égard de l'étranger et le déficit du commerce international.

Propos recueillis par Félix CHIOCCA

• *Haroun Tazieff participera, le mardi 24 mars, à 21 heures, à un débat sur la géothermie à la Salle des fêtes de Sevran (Seine-Saint-Denis).*



De la Grèce au Chili

UNE nouvelle secousse tellurique, d'une amplitude de 4,7 degrés sur l'échelle de Richter, a été enregistrée lundi, à 2 heures GMT, par l'Institut géodynamique de l'observatoire d'Athènes. Ce tremblement de terre, qui n'a fait ni victimes ni dégâts, avait son épicentre dans le golfe de Corinthe, à quelque soixante kilomètres à l'ouest de la capitale grecque.

Auparavant, depuis samedi, les sismographes ont enregistré cinquante-six autres secousses, allant de 3 à 4,2 degrés sur la même échelle. Tous ces séismes avaient le même épicentre.

De son côté, la secousse qui a ébranlé le même jour le sud du Chili n'a atteint que 4,5 degrés sur la même échelle et n'a pas fait de victimes. Ce tremblement de terre a eu lieu lundi, vers 5 heures, dans une zone comprise entre le port de Valparaiso, au nord, et la ville de La Concepcion, au sud.

A Talca, région agricole et sucrière, située à deux cent cinquante kilomètres au sud de la capitale, le séisme s'est prolongé pendant quarante secondes. L'électricité a été coupée et les communications téléphoniques ont été interrompues pendant une heure dans la ville. A Santiago même, à Chillan, à La Concepcion et à San Fernando, la secousse a atteint 2 degrés. Elle a atteint 3 à 4 degrés à Valparaiso, dans le centre minier de Rancagua, à Linares et à Curico.

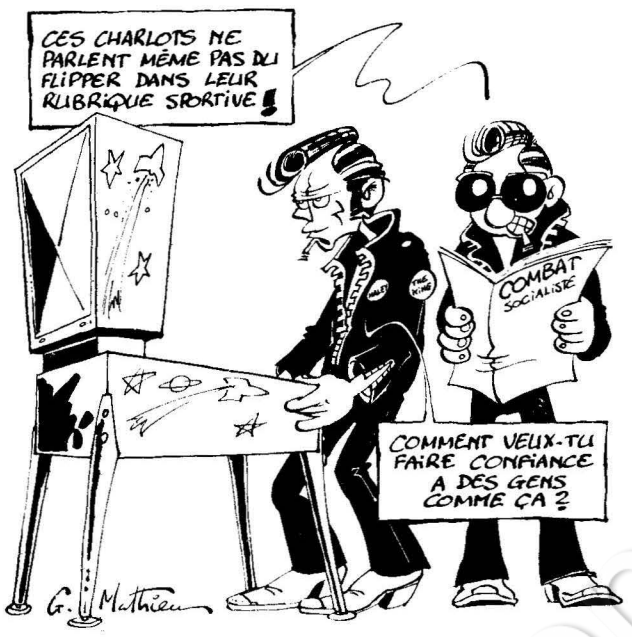
Bon pied, bon œil

ALAN JONES (trente-quatre ans) premier, Carlos Reuteman (trente-neuf ans) deuxième, Nelson Piquet (trente ans) troisième, Mario Andretti (quarante et un ans) quatrième. Tel est le classement du Grand Prix de Long Beach disputé dimanche. Si Piquet fait partie de la nouvelle génération, les trois autres animateurs de l'épreuve font figure de « vétérans ». Les « vieux loups » ont encore les dents longues...

Les jeunes étaient particulièrement nombreux au départ de la course. Andrea de Cesaris (vingt et un ans), Elio de Angelis (vingt-deux ans), Chico Serra (vingt-quatre ans), Eliso Salazar (vingt-cinq ans), autant de pilotes qui ont débuté leur carrière bien avant d'avoir l'âge de passer leur permis... Pourtant, ils ne semblent pas en mesure d'inquiéter leurs aînés. Que leur manque-t-il? Le talent, peut-être. Tous ces jeunes ont un point commun: un compte en banque bien alimenté par papa... Ainsi, ils peuvent assouvir leur passion et faire « comme les grands ».

Certains ont prouvé qu'ils avaient leur place en formule 1, en particulier de Angelis. Mais la plupart ne possèdent pas l'étoffe des champions. Dès lors, ils jouent les figurants. Mais ce qui est plus grave, ils condamnent un Jarier au chômage...

Philippe BALLAND



Un football... sans défense

Pour le match retour, mercredi, contre Saint-Etienne, Ipswich choisira (à nouveau) l'offensive

L'idéologie qui domine dans le monde du football n'est pas avare de contradictions. « *Le football ne cesse d'accomplir d'énormes progrès*, dit-elle, *même s'il est malade de la violence et de l'antijeu.* » Pardi ! les joueurs n'améliorent-ils pas constamment leurs possibilités physiques et techniques ?

LE public boude de plus en plus les stades et on a recours aux sondages pour trouver des explications à cette mystérieuse désaffection. Pourtant encore, lorsqu'il s'agit d'illustrer la valeur d'une des formations phares du football européen d'aujourd'hui, on la présente comme la copie conforme d'Ajax d'Amsterdam qui dominait le continent au début des années 70. Pourquoi donc revenir en arrière si le progrès est si évident ?

Comme ceux d'Ajax, les footballeurs d'Ipswich seraient polyvalents, capables aussi bien de défendre que d'attaquer, nantis d'une nette supériorité physique. L'argument physique est décidément bien commode, surtout quand il s'agit de masquer l'ignorance. C'est aux Stéphanois qui ont balayé les joueurs de Hambourg qu'on reproche aujourd'hui d'être un petit peu juste !!

Certes, les Bleus d'Ipswich ne sont pas dépourvus des qualités qu'on attribue traditionnellement aux footballeurs d'outre-Manche: présence physique, puissance de la frappe, jeu de tête. Il est vrai que trois des quatre buts inscrits contre Saint-Etienne sont imputables dans leur finition à ce type de vertus.

Mais comment ne pas voir que les leaders du championnat d'Angleterre ont surtout dominé les Verts dans l'art de s'ouvrir le chemin du but grâce à une maîtrise collective et à une inspiration dont on gratifiait peu le football britannique jusqu'à aujourd'hui ? Le jeu court, en triangle, partant souvent du Hollandais Thijssen, est mis au service d'une conception offensive du football, ce que confirment les soixante-cinq buts (en trente-deux matches) inscrits en championnat d'Angleterre.

Au lieu d'utiliser les arguments défensifs de la grande majorité des clubs opérant sur terrain adverse, les joueurs d'Ipswich ont créé la surprise en s'abstenant d'une couverture défensive permanente et d'un marquage strict, et en attaquant en nombre. Rien d'étonnant alors de trouver Mariner disponible sur le troisième but pour glisser au fond des buts stéphanois un ballon que Castaneda n'avait pu que repousser.

Cet esprit ouvert accompagné d'une réelle décontraction, constatée dès avant le début de la rencontre, cet affranchissement d'un conformisme étouffant, font d'Ipswich Town une des équipes les plus sympathiques du moment.

Les sportifs français, un peu déçus par la déroute des Verts n'en voudront sûrement pas trop aux Britanniques s'ils confirment, mercredi soir, sur leur terrain, leur succès du 4 mars. Il est permis d'espérer que, grâce aux footballeurs anglais d'Ipswich (mais aussi de Liverpool, brillant contre Sofia en coupe des clubs champions), les matches télévisés de cette fin de saison seront plus passionnants que ceux que nous avons pu voir ces dernières années.

Daniel WATRIN

• *TF1 diffuse mercredi soir, à 20 heures, le match Sochaux-Grasshoppers, comptant pour les quarts de finale.*

«Le basket n'est pas toute ma vie»

Larrouquis, le marqueur d'Orthez, se penche sur son sport favori

Alain Larrouquis est le meneur de jeu de l'Elan Béarnais d'Orthez ? il en est surtout l'âme. Dans son fief de la Moutète, ce pur « produit » orthézien fait tourner la tête de tous ses adversaires. Sa vitesse d'exécution, son toucher de balle et son efficacité à mi-distance (il a inscrit cette saison 522 points) font de lui l'un des tout meilleurs arrières français. Au delà de ses qualités, Larrouquis a la réputation de « détonner » dans le petit monde du basket qui admet mal les fortes personnalités.

SAMEDI soir, devant 3 000 spectateurs de la Rotonde, Larrouquis a, une nouvelle fois, démontré tout son talent. Auteur de 14 points, il a éclipsé les arrières manceaux par ses infiltrations et ses passes décisives. *Combat socialiste* est allé, sur place, le questionner.

— *Quel est votre sentiment après cette défaite face au Mans ?*

— Nous sommes passé à côté de la victoire. Je suis très déçu car j'étais persuadé que nous allions gagner avant et même pendant le match. En fait, la faute sifflée contre Henderson a fait basculer la partie. Au lieu d'inscrire 2 points, il a été sanctionné pour un passage en force et éliminé pour cinq fautes alors qu'il restait 6 minutes à jouer. Cela dit, l'arbitrage a été honnête et excellent.

Le Mans s'est imposé grâce à sa densité physique, mais le panier de Perpère, à la dernière seconde, vaut de l'or.

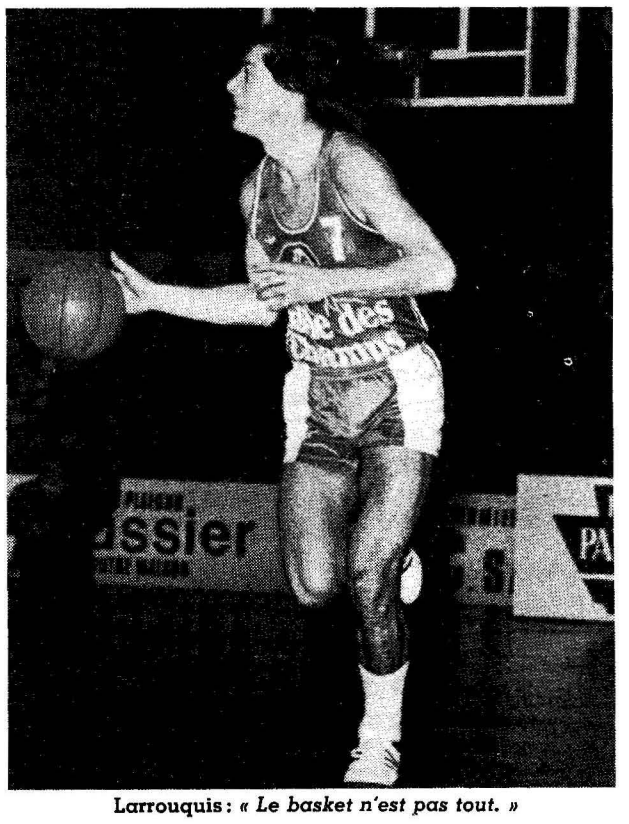
— *Pensez-vous qu'il y ait un favori pour cette poule des As ?*

— Absolument pas. Tous les matchs vont être serrés. Les quatre équipes se tiennent. Nous avons perdu de 3 points et Villeurbanne est allé gagner à Tours. Rien n'est joué.

— *Quelles sont les forces et les faiblesses de chacune des équipes ?*

— Villeurbanne est l'équipe qui pratique le meilleur jeu collectif. On nous dit qu'elle n'a pas de pivot, mais Evans et Daniel Haquet suppléent très bien cette carence.

Le Mans est l'ensemble le plus physique avec 4 joueurs de plus de deux mètres. Mais l'absence d'un grand meneur de jeu lui pose des problèmes. De plus, je me demande si Le Mans est capable de changer de rythme au cours d'un match.



Larrouquis: ***« Le basket n'est pas tout. »***

Tours bénéficie de l'apport essentiel de Pondexter, mais il lui manque un « pointeur » à mi-distance. La blessure de Brun est un handicap.

— *Votre ambition pour cette année ?*

— Je suis âgé de trente ans, j'ai été international et je me sens bien dans mon club, qui a la chance de posséder un bon entraîneur en la personne de George Fischer et un président près de ses joueurs. Pour tout cela, je veux être champion de France, et j'y crois fermement. Mais je ne jouerai pas au basket pendant très longtemps encore, car j'ai envie de voyager. Le basket n'est pas toute ma vie. »

F. C.

AU SPRINT

• **L'équipe de France fédérale** de jeu à XIII qui affrontera les amateurs britanniques, le 12 avril à Canet-Plage (Pyrénées-Orientales), a été formée lundi à Carcassonne :

Chacon (SO Avignon) - Martel (Homps), Estebanez (Lézignan), Chantal (Villeneuve-sur-Lot), Rodge (Aspet) - (o) Dauphin (Cheval-Blanc), (m) Dubourg (Clarac) - Claude Estadieu (Aspet) - Levy (Barcarès), Marotteau (Saint-Jean-de-Luz) - Lalanne (Ogeu), Lagues (Estelle), Touzet (Aspet).

Remplaçants : Jean-Luc Bonnefoy (Apt), Estève (SO Avignon), Vergne (Carcassonne). Suppléant : Reboul (Lethort).

• **L'Union européenne a publié** la liste des joueurs suspendus pour les matches retour des quarts de finale des différentes coupes :

Heinz Hermann (Grasshoppers Zurich), **Eric Geret (Standard de Liège)**, **Rudij Kerimov** (CSKA Sofia), **Andreas Krause** (Carl Zeiss Iena), **Lutz Lindemann** (Carl Zeiss Iena), **Stefan Engels** (Cologne), **Bernd Culmann** (FC Cologne), **Lunk Balkestein** (Feyenoord Rotterdam), **Andrej Geliazkov** (Slavia Sofia), **Vanjo Kostof** (Slavia Sofia).

• **Plus de peur que de mal** pour Noël de Jonckheere. Victime d'une chute, en compagnie de Ronny Naets, le coureur belge de chez Teka ne restera finalement que vingt-quatre heures à l'hôpital. Il souffre d'une fracture de la clavicule gauche et de la deuxième côte. Il faudra par ailleurs lui poser plusieurs points de suture au cuir chevelu. Naets, pour sa part, n'a rien de cassé. Il souffre de plaies superficielles, mais étendues, de la région fessière, du genou, de la cheville et de la main gauche.

La chute est survenue dans la descente du col de l'Espigoulier, provoquée par Fred de Bruyne qui a écopé d'une amende de 200 francs français « pour conduite dangereuse ayant provoqué un accident », selon le rapport du jury des commissaires.

• **Le pilier Phil Blakeway** tiendra finalement sa place dans l'équipe d'Angleterre qui affrontera la France, samedi à Twickenham, apprend-on lundi soir.

Blessé au cou contre l'Irlande, Blakeway, qui était incertain, s'est entraîné lundi soir avec l'équipe d'Angleterre, à Stourbridge, et a prouvé qu'il était complètement rétabli.

Les dirigeants anglais ont donc décidé de le titulariser.

CINEMA

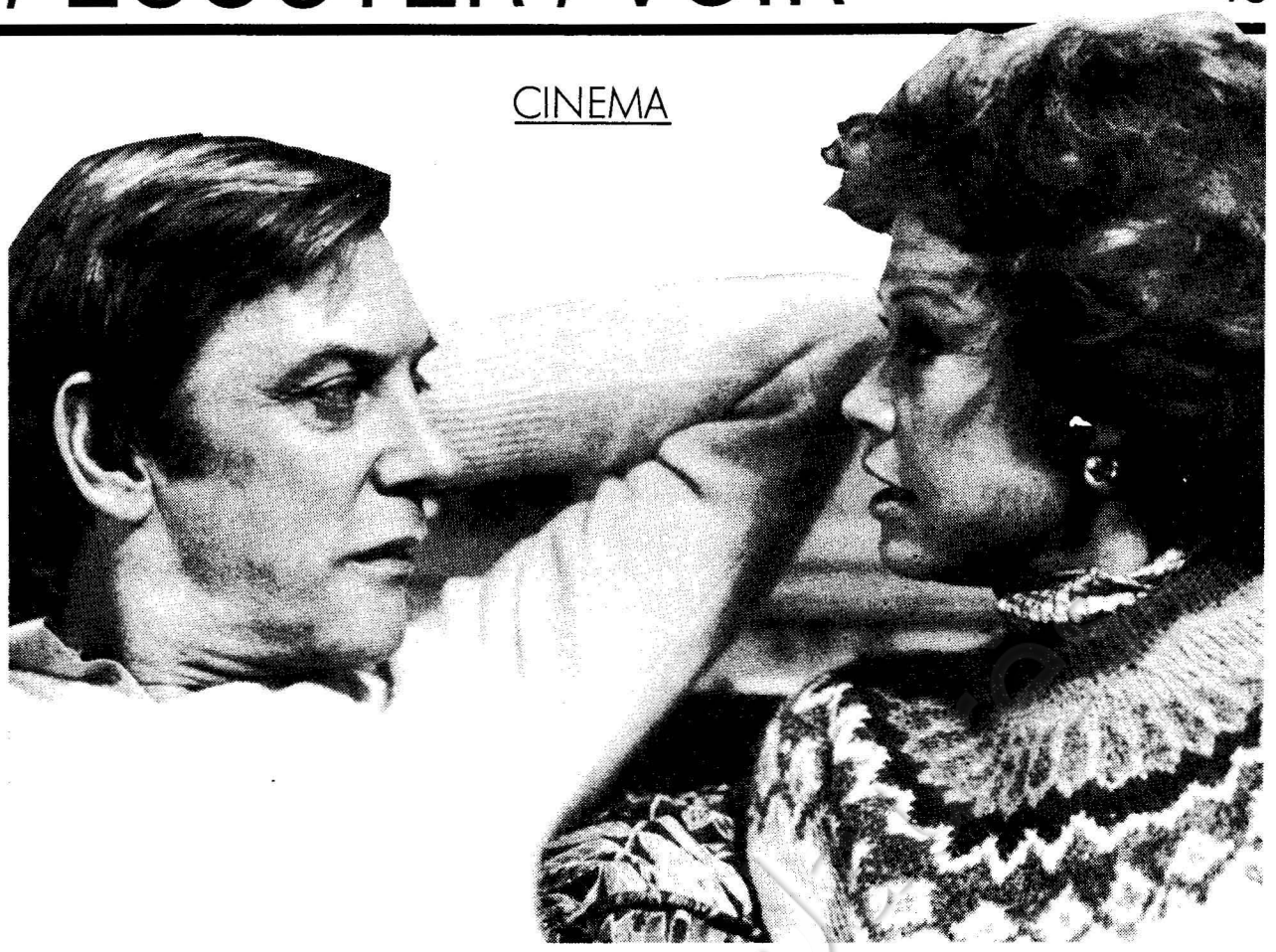
Pitié pour la femme

«des gens comme les autres»
(Ordinary People)

QU'IL est gentil, qu'il est sage, ce premier film de Robert Redford. Les bons sentiments dégoulinent sur fond de *Canon* de Pachelbel. Une sourde émotion vous tiraille, à vous en faire fébrilement chercher votre mouchoir, pour vous essuyer l'œil, furtivement, dans le noir. Car ici, sans vergogne, on tire sur notre corde sensible. A moins que l'on ne tire, un peu trop, tout simplement, sur la corde.

On ne peut, il est vrai, rester indifférent à un film comme celui-ci. On adore, ou on déteste. On adore, parce que Donald Sutherland, Mary Tyler Moore, et Timothy Hutton sont de merveilleux acteurs aux mille touches subtiles et délicates. On se laisse émouvoir parce que l'histoire d'un jeune garçon renfermé, névrosé, en détresse, face à un père merveilleux — bon, doux, généreux, compréhensif — et à une mère frivole, un peu désemparée (juste ce qu'il faut), mais résolument superficielle, est tout ce qu'il y a de plus touchant. On s'étonne aussi que la première réalisation d'un nouveau metteur en scène soit aussi parfaite, aussi « léchée ». Trop peut-être. Car dans ces fondus enchaînés, dans ces champs-contre-champs, se perçoit l'exercice appliqué d'un bon élève qui a bien appris ses leçons, mais ne les a pas suffisamment assimilées pour les transgresser, et faire preuve d'un peu d'originalité.

Et puis, on déteste. On pleure aussi. Mais de rage. Le père est trop parfait. Le fils trop malheureux. La mère trop futile. Chargée de tous les péchés du monde. Dure envers son névrosé de rejeton, pas assez maternelle envers son brave homme de mari. Bref, bornée. L'indésirable de la famille. Pour que tout se résolve, il faut donc qu'elle parte. Comme ça, papa pourra jouer à la maman avec le petit qui s'épanouira sans contrainte...



Le père et la mère : Donald Sutherlam et Mary Tyler Moore. (Ph. P.L.)

N'y aurait-il pas, cher Redford, quelque brin de misogynie là-dessous ? Certes, rétorquerez-vous, il ne s'agit là que d'un cas précis, bien particulier. Mais tout de même — et c'est là que le bât blesse — un film, quelqu'il soit, porte toujours en soi une certaine valeur d'exemplarité. Evacuer ainsi la femme, c'est la condamner. Dire en clair : les hommes se suffisent parfaitement à eux-mêmes (tant mieux pour eux !), et un père possède en lui toutes les ressources affectives paternelles et maternelles conjuguées. Qu'est-il besoin dès lors du trouble-fête féminin ? Le message était déjà perçu dans *Kramer contre Kramer*. Il est reçu, cette fois-ci, 5 sur 5.

On pouvait attendre mieux de Robert Redford, comédien « engagé » dans les films des autres. Mais réalisateur antiféministe dans le sien. *« Il y a les films que l'on regarde et ceux que l'on ressent »*, déclare le slogan publicitaire. Est-ce à dire qu'il faut fermer les yeux ? Pour moi, je préfère me boucher les oreilles.

Colette MILON

THEATRE

Le sang d'un poète

«Les Pieds dans le plat», d'après René Crevel

DANS un décor blanc aux allures de clinique aseptisée, des comédiens figés sont attablés en un macabre banquet. La Cène précède la Passion. Mais le Christ-poète ne trône pas à la place d'honneur. Il est à l'extérieur, spectateur et maître de ces pantins de cire pour musée Grévin dégénéré, Judas de l'existence, tenant de l'ordre de la Société. D'un geste, d'une phrase, les voici congédiés. Archiduchesse, prédicateur, directeur de journal, psychanaliste positiviste...

Ils réapparaîtront bientôt, protagonistes hypocrites de la confession douloureuse d'une tragique destinée. Celle de René Crevel, poète surréaliste, fragile, tourmenté, passionné, qui dans les sombres années de l'entre-deux-guerres, rêvait de réconcilier l'art et l'engagement politique.

Fils d'une famille petite bourgeoise, il perd son père à quatorze ans. Ce dernier s'est pendu. Reste sa mère, cœur stérile dégoulinant de respectabilité. A vingt ans, il découvre le dadaïsme ; il rencontre Breton, Tzara, Eluard, Desnos, René Char... Il milite pour un art nouveau et décide *tant par ses actes que par ses écrits d'écarter les barrières qui limitent l'homme et ne le soutiennent pas*. Il s'élève contre l'asservissement de l'Asie, de l'Afrique, dénonce l'exposition coloniale, les attirances paneuropéennes ou les sympathies pour Mussolini. Il adhère au Parti communiste. On l'exclut. On le réintègre. A trente-cinq ans, déchiré dans ses espérances, miné par la tuberculose, il se suicide. Le lendemain, il devait prendre la parole au Congrès international pour la défense de la culture.



De gauche à droite : Marc Allgeyer (l'archiduchesse Augusta), Jean-Pierre Pouret (le prince des journalistes), Jean-Luc Mathevet (Mac-Louf), Dominique Brodin (le psychiatre).

Avec une générosité ardente, le Centre dramatique de La Courneuve nous initie aux secrets de cet être embrasé par les forces de vie. *Elan mortel,* ainsi qu'il les a définies. Un superbe portrait, forgé uniquement à partir des textes de Crevel lui-même. Romans, poèmes ou manifestes. Par flashes successifs, il nous dévoile le heurt de ses combats politiques et de ses contradictions intimes.

Imaginaire, réel, surréel se mêlent en un cri d'indignation contre l'assassinat de l'innocence au nom d'un rationalisme stupide.

La mise en scène de Pierre Constant, tour à tour suggestive ou réaliste, grave et cocasse, éclaire avec intelligence l'environnement historique. Luttes sociales, montée des totalitarismes.

Avec ses comédiens, Fragoli, d'une précision de jeu et d'une justesse de ton extrême, nous convie, à travers la course météorique du poète maudit, à renverser les remparts d'un monde putride. Un hymne à la vie.

Didier MEREUZE

• *Théâtre national de Chaillot. Salle Gémier. Paris. Tél : 727.81.15. 20 h 30. Jusqu'au 16 avril. Reprise au Centre dramatique de La Courneuve du 6 au 24 mai.*

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Avignon. Théâtre : *le Prince heureux,* d'après Oscar Wilde. Théâtre, danse, musique, marionnettes et diapositives se mêlent dans ce spectacle présenté par l'Atelier du Chaudron de la Cartoucherie de Vincennes. Théâtre du Chêne-Noir. Les 18 et 19 mars.

Annecy. Danse : *Ballet-théâtre français* de Nancy. Centre d'action culturel. Le 18 mars.

Evreux. Marionnettes : *Till Eulenspiegel,* présenté par le théâtre Drak de Tchécoslovaquie. Théâtre municipal. Le 18 mars.

Créteil. Théâtre : *le Bal,* création du théâtre du Campagnol. Salle des fêtes, à 20 h 30. Jusqu'au 22 mars.

Rennes : Cinéma : *Premières rencontres cinématographiques,* présentées par la Maison de la culture, le cercle Paul Bert et l'ORCE. Cycle Godard les 18, 19 et 20 mars. Interventions et débats les 20 et 21 mars. Maison de la culture.

Rennes. Théâtre : *le Gardien,* d'Harold Pinter, présenté par le CDN des Pays de Loire, dans une adaptation d'Eric Kahane. Mise en scène de Pierre Megemont. Maison de la culture. Jusqu'au 22 mars.

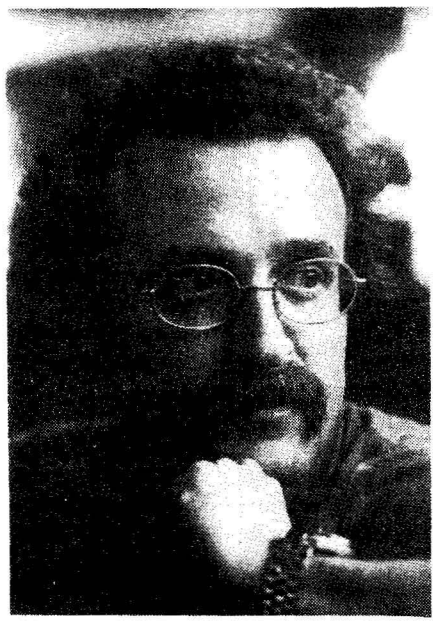
Suresnes. Marionnettes : *Z'histoires z'ambulantes,* présentées par la compagnie Serge Ruest. Théâtre Jean-Vilar, à 14 h 30. Le 18 mars.

Poitiers. Cinéma : *Retrospective* intégrale de l'œuvre de Federico Fellini. Des *Feux de la rampe* à la *Cité des femmes* (1980), 19 films sont présentés. Séances tous les jours, à 14 h 30, 18 heures, 20 heures, 22 h 30. Théâtre de Poitiers. Jusqu'au 5 avril.

LIVRES

La folie n'existe pas...

(«Le petit donneur d'offrandes... et autres histoires de fous», de Daniel Karlin et Tony Lainé)





...ils l'ont rencontrée

ON n'en finira jamais avec ces sœurs ennemies que sont la folie et la normalité. Daniel Karlin et surtout Tony Lainé le savent bien. Pour eux la folie n'existe pas, ils l'ont rencontrée ! Chez les autres, chez eux aussi. Dans leurs « *histoires de fous* » ils disent : il, je, mais également nous, c'est-à-dire : vous et moi. Tous fous ? Non, mais tous dans la même barque, fragile, dure à manier, avec laquelle il n'est pas facile de maintenir le cap ; de garder, non pas raison, mais la tête hors de l'eau.

Ces histoires de fous ce sont en effet les nôtres quand nous avons le courage de sortir du ghetto de la normalité, pour assumer jusqu'au bout nos fantasmes, avouer la réalité de nos terreurs et briser les chaînes de nos interdits. Une audace douloureuse mais libératrice, même si elle se paie au prix de la perte de la liberté elle-même. Un risque à courir. Préférable à l'enfermement de soi par soi-même.

La folie ? Peut-être ce qui permet d'évacuer l'intolérable, d'extirper ce qui ronge, meurtrit, tue plus sûrement que les coups de tête contre les murs de l'asile. Une aventure souvent tragique, aux risques illimités, mais avant tout une quête de dignité, et de générosité.

C'est une initiation de ce type que nous proposent le psychiatre Lainé et son compère Karlin, réalisateur à la télévision. Leur itinéraire n'est pas très structuré mais l'on y fait suffisamment de rencontres pour que l'essentiel soit dit. Des rencontres qui nous concernent. « *J'ai toujours refusé de considérer la folie comme un monde à part* ». C'est notre monde.

Le scandale de voir un être cher se dégrader. Le désir inavouable de sa mort. C'est nous *le fils assassin*... L'emprise de notre esprit sur notre corps jusqu'à l'apparition de troubles organiques, de *vraies maladies*. L'ulcère qui se perfore, le cancer qui s'installe, c'est en nous que cela se passe... La folie comme *un cri* que nous poussons avant qu'il ne soit définitivement trop tard, que toutes les autres issues ne nous soient fermées.

Paradoxe de la folie qui se révèle alors le barrage le plus sûr contre la folie elle-même. Y sombrer c'est déjà essayer de s'en sortir. Un garde-fou dramatiquement adapté à une situation tragique.

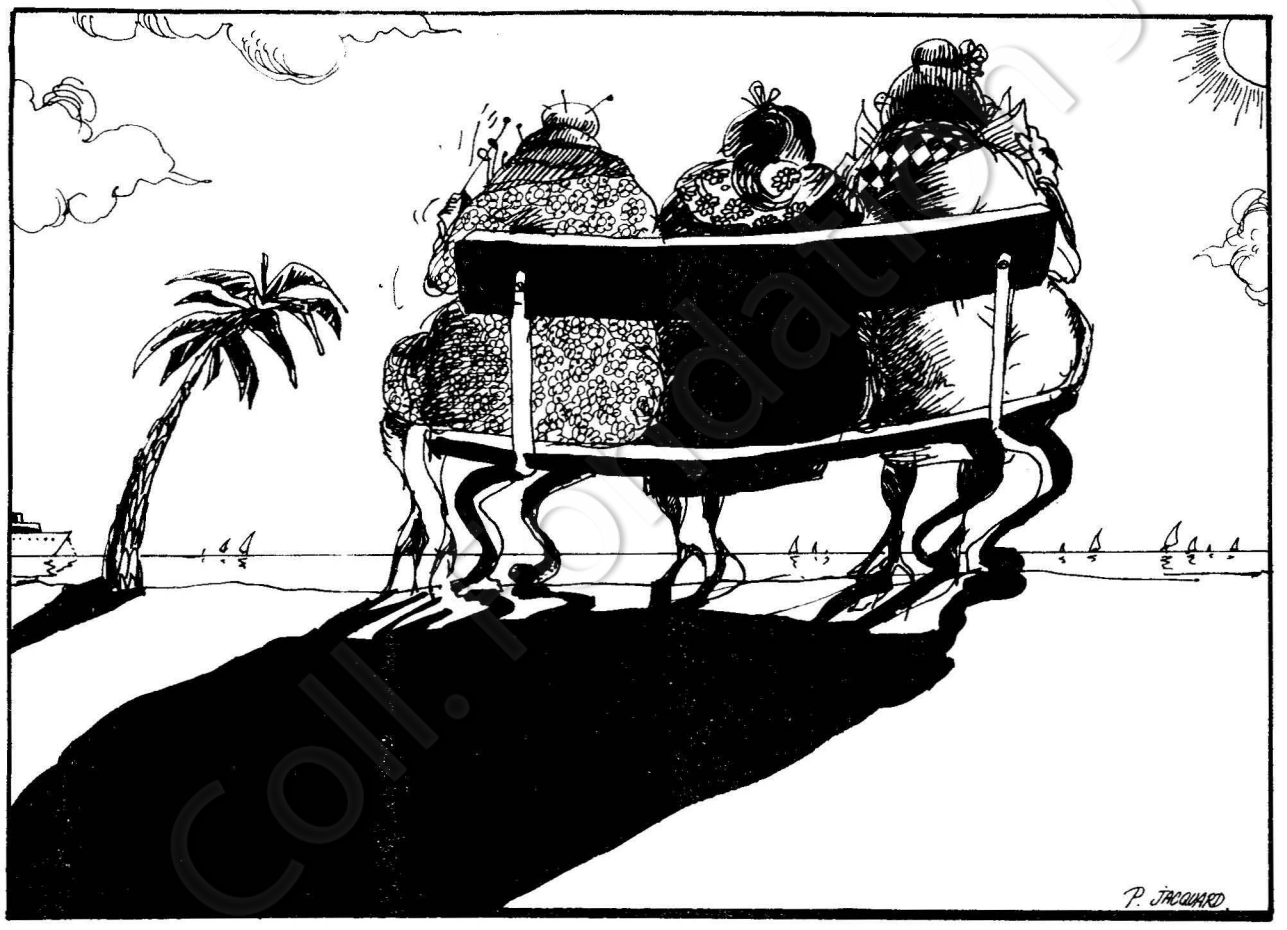
N'ayons pas peur des fous, n'ayons pas peur de notre folie. Elle est humaine, même si elle est trop humaine.

Claude BROUSSOULOUX

• *Editions sociales, 285 pages.*

• *Les auteurs sont invités à l'émission* La rage de lire, *sur TF1, mercredi, à 21 h 45.*

A l'ombre



de trois grosses dames

LA première publication intégrale des *nouvelles* de Somerset Maugham permettra peut-être, quinze ans après sa mort, d'arracher aux oubliettes de la critique l'un des grands romanciers anglais du siècle. Lui pardonnera-t-on enfin, outre son succès auprès du grand public, d'avoir écrit des histoires « avec un début, un milieu et une fin » ?

Maugham se présente, non sans insolence, comme un simple conteur. S'il manie en virtuose le beau langage à la Maupassant, si son expérience de dramaturge l'aide à ménager les coups de théâtre et la chute du rideau, il excelle surtout à mettre en situation les êtres qu'il a rencontrés, à débusquer leurs virtualités. La matière de ses nouvelles, il la trouve dans sa propre existence : une enfance parisienne et bourgeoise, puis le déracinement d'un presbytère victorien ; un diplôme de médecin qui lui vaudra d'être agent secret du gouvernement britannique pendant la Première Guerre mondiale. Dans ce passé mouvementé, il a gagné une acuité de regard, qu'il exercera aux quatre coins de la planète, de Chine en Australie, de Bornéo en Inde. Aucun exotisme dans les textes qu'il ramène de ces voyages, mais une investigation de clinicien, dressant, à travers le mythe américain, par exemple *(la Déchéance d'Edward Barnard)*, ou les excès du colonialisme *(le Lac)*, le diagnostic d'une société malade.

De la petite paysannerie européenne à l'aristocratie cosmopolite, sa peinture acide témoigne d'une époque en partie révolue. Son anticléricalisme et sa misogynie sont eux-mêmes datés. Mais proclamer, contre tous les dogmes, le droit à la différence, cette exigence du « plus français des écrivains anglais » a-t-elle vieilli ?

Nadine SAUTEL

• Les trois grosses dames d'Antibes, et vingt-neuf autres nouvelles, *par Somerset Maugham (introduction de Joseph Dobrinsky). Julliard, 482 pages.*

La poèsie est morte, vive la poèsie

«CE *que nous laissons: pas de preuves, à peine des traces...* » Cette remarque du poète grenoblois Christian Gali résume à elle seule la tragique précarité de la poésie contemporaine. Autant le dire: elle ne se vend pas. Le succès étourdissant des œuvres de Jacques Prévert, tirées à plus d'un million d'exemplaires, n'éclaire que mieux le marasme ambiant: un poète mondialement connu comme René Char ne voit-il pas les ventes de ses recueils stagner autour de trois mille exemplaires !

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les éditeurs se détournent de la poésie. Certes, il y a encore des exceptions remarquables: Gallimard, Seghers, Flammarion, Hachette-Littérature, Bourgois, les EFR ou le Soleil noir... Mais combien d'appelés pour tellement peu d'élus !

Pour les jeunes poètes, il reste encore le « choix » de l'édition à compte d'auteur! Contre espèces trébuchantes et sonnantes, l'auteur verra enfin son nom imprimé sur la couverture d'un opuscule mais à quel prix et à quelles conditions? Quelle sera la chance de trouver lecteurs à la plaquette perdue au milieu de milliers d'autres et éditée par une petite maison promettant une vraie diffusion alors qu'elle ne possède même pas de diffuseur? Disons-le tout net: les éditeurs à compte d'auteur exploitent parfois le débutant naïf, même s'il existe quelques bonnes maisons comme les éditions du Cherche-Midi ou Guy Chambelland, par exemple.

S'il subsiste un espoir, c'est dans les revues de poésie. Elles permettent de rassembler les auteurs et de signaler les affinités. Ainsi, la revue *Poésie I*, qui s'est donnée pour objet d'être l'anthologie de la *Nouvelle Poésie française* a-t-elle atteint son deux millionième exemplaire ! D'autre part, les revues élaborent elles-mêmes leurs circuits de diffusion: les ventes par correspondance sélectionnent les lecteurs en créant des groupes de sympathisants et d'habitués. A ceux qui prétendent la poésie morte, nous répondons donc: Vive la poésie !

Jean-Louis ROUX

OUI !
A partir de fin mars, de la publicité locale dans les suppléments « Province » de *Combat socialiste.*
Bureau centralisateur : OFRES, 67, bd de Clichy, 75009 Paris.

Mardi 17 mars

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Grand débat : Raymond Barre.**

21 h 35 — **Le rendez-vous du troisième millénaire.** Emission de C. de Givray.
Le retour aux sources. Que nous restera-t-il, à nous, les pillards? Le soleil ?
Avec la participation de : Claude Guillemin, inspecteur général du Bureau de recherches géologiques et minières ; Michel Gaudet, auteur du livre *Demain les crises* ; Bertrand Girod de l'Ain, professeur à Paris-Dauphine ; le professeur Léon Schwartzenberg.

22 h 30 — **Les comiques associés.**
Emission d'A. Blanc. Avec Alex Métayer.

23 h 00 — **Journal.**

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **D'accord, pas d'accord.**

20 h 40 — **Les dossiers de l'écran.**
Molière, ou la vie d'un honnête homme.
Film d'Ariane Mouchkine, en cinq parties. Avec Philippe Caubert, Jonathan Sutton, Joséphine Derenne, Brigitte Catillon.
Dernière partie : Molière est très malade. La beauté déchirante de la scène finale fera très certainement date dans les histoires de ce génial amuseur public.
Débat : Molière et son temps. Avec la participation de Robert Manuel ; Sylvie Chevalley, ancienne archiviste de la Comédie-Française ; Georges Couton, professeur de littérature ; Jean-Pierre Thiercellin, comédien et animateur de théâtre.

23 h 30 — **Journal.**

20 h 00 — **Les jeux de 20 heures.**

20 h 30 — **Sissi.**
Film de Ernst Mariscka. Avec Romy Schneider, Karl-Heinz Böhm, Magda Schneider.
Vous devez connaître l'histoire par cœur.

22 h 10 — **Soir 3.**

Mercredi 18 mars

12 h 05 — **Réponse à tout.**

12 h 25 — **Une minute pour les femmes.** Du nouveau pour les jeunes et pour les entreprises.

12 h 30 — **Midi-Première.** Avec Dave.

13 h 00 — **Journal.**

13 h 35 — **Portes ouvertes.**
Emission de C. Ruben et B. Laplace. Réal. D. Reznikoff.
Joël, malentendant, fait la critique d'une danse hindoue. Demande d'emploi en liaison avec l'ANPE.
Cette émission est sous-titrée à l'intention des sourds et malentendants.

13 h 55 — **Les visiteurs du mercredi.** Emission de C. Izard.
Jacques Trémolin parle des calmars géants. La belle santé : visite de sécurité. Spécial 10-15 ans : Le TGV. Buck Danny. La super-parade des dessins animés. Studio 3.

18 h 00 — **Automag.**
Comment s'opère l'enlèvement d'un véhicule en stationnement illégal par les services de la préfecture de police. Les comportements des automobilistes, cyclistes ou piétons. Moi qui suis motocycliste, je vous le dis, en vérité, les automobilistes sont des assassins.

18 h 25 — **Un, rue Sésame.** Chansons de la rue.

18 h 50 — **Avis de recherche.** Avec Jean-Pierre Darras et Sim.

19 h 15 — **Loterie nationale.**

19 h 20 — **Actualités régionales.**

19 h 54 — **Les paris de TF1.** Avec Mort Shuman.

19 h 55 — **Tirage du loto.**

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Football.** Sochaux-Grasshoppers.
Quart de finale de la Coupe UEFA.
Ou bien :
L'antichambre. Téléfilm d'Hervé Brombergé. Scén. Frédéric Grendel. Avec Françoise Dorner, Jean-Claude Dauphin et Marc Barret.
Entre Romain et Wanda, c'est l'éternelle histoire : on se rencontre, on se perd, etc.

21 h 45 — **La rage de lire.** Emission de Georges Suffert.
Histoires de psy. (Ah, oui ! c'est facile de se moquer !) Avec Catherine Clément *(Vies et légendes de Jacques Lacan)*, Armando Verdiglione *(la Peste)*, président du Mouvement freudien international. (Vous, là-bas, ne pouffez pas) : avec également René Major, directeur de la collection « La psychanalyse prise au mot », Daniel Karlin et Tony Lainé *(le Petit Donneur d'offrandes)*.

22 h 55 — **Journal.**

Les «psy» chez Suffert

VOICI la psychanalyse qui descend dans la rue ou plus exactement qui parade sur le petit écran, livrant ses secrets aux téléspectateurs. A tour de rôle, cinq spécialistes vont tenter d'éclaircir les mystères de l'inconscient. Combien de complexes ont-ils recensés depuis que Freud, au tournant du siècle, découvrit l'« Œdipe qui sommeille en chacun de nous ? L'analyse est-elle une science ou un art ? A-t-elle ou non une couleur politique ? Au public de juger à partir des auteurs que Georges Suffert lui présente. René Major, ancien directeur de l'Institut de psychanalyse, a traité dans un roman, *l'Agonie du jour*, le problème de l'inconscient. Catherine Clément, notre consœur du *Matin*, éclaire les *Vies et légendes de Jacques Lacan*, le plus célèbre et controversé des grands maîtres. Daniel Karlin et Tony Lainé plaident en faveur de ces « fous » qui nous ressemblent comme des frères (cf. notre article en page 14). Enfin Armando Verdiglione, président du Mouvement freudien international, risque de critiquer les théories de Jung, lequel malheureusement est mort depuis vingt ans, ce qui nous prive de tout espoir de duel.

TF1 : mercredi 18 mars, à 21 h 45.

10 h 30 — **Antiope.**
Dossier spécial jeunes : les sections sport au lycée. Conseiller agricole. Livres nouveaux.

11 h 30 — Décrochage régionaux.

12 h 05 — **Passez donc me voir.**

12 h 30 — **Les gaîtés de la correctionnelle.** La fontaine Wallace.

12 h 45 — **Journal.**

13 h 35 — **Télévision régionale.**

13 h 50 — **Face à vous.**

14 h 00 — **Aujourd'hui madame.**
Les mercredis. Avec Enrico macias.

15 h 15 — **Bonanza.** Série américaine.
La prospection minière que Len Keith a l'intention de mener, risque de contaminer l'eau et d'empoisonner le bétail. Damned !

16 h 10 — **Récré A2.**
L'oie perdue. Félix le chat. Maraboud'ficelle, les mots à double détente. La voix des ondes. Candy. Les blancs jouent et gagnent. Les échecs. La Panthère rose. Les bonnes manières.

18 h 10 — **Cyclisme : Paris-Nice.**
Dernière étape : Mandelieu-Nice. Ascension du col d'Eze ; 11 km contre la montre.

18 h 30 — **C'est la vie.**

18 h 50 — **Des chiffres et des lettres.**

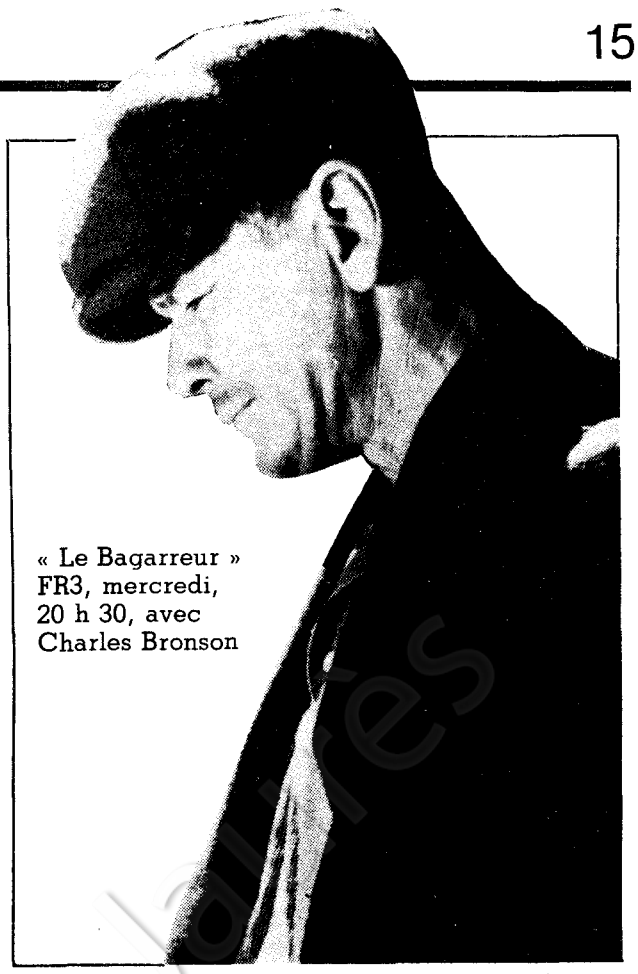
19 h 20 — **Actualités régionales.**

19 h 45 — **Top-Club.**

20 h 00 — **Journal.**

20 h 30 — **Collaroshow.**
Réal. Jean-Louis Cap. Avec Nougaro, la lascive Nanette Workman et le foufou Richard Gotainer.

21 h 40 — **Objectif demain.**
Magazine scientifique de Laurent Broomhead. Réal. Jean-Pierre Spiero.
Du loto aux sondages d'opinion : le jeu des grands nombres. Au cours de l'émission, un jeu-sondage : quels sont les trois scientifiques les plus importants dans l'histoire de l'humanité ?
Le gagnant remportera un poste de télévision. Bien fait pour lui !



« Le Bagarreur » FR3, mercredi, 20 h 30, avec Charles Bronson

22 h 40 — **Zig-zag.** Pissarro Camille, chambre 161.
Emission de Teri Wehn-Damisch. Réal. Jean-Claude Giudicelli.
Pissarro-ci, Pissarro-là. L'émission se propose de donner des points de vue sur le peintre, celui du confort campagnard, de la saison riante, de la clôture enneigée.

23 h 10 — **Journal.**

18 h 00 — **Travail manuel.**
Sous la loupe. Soudeur. Revalorisation du travail manuel

18 h 30 — **Emissions pour la jeunesse.** Paddington représentant. De truc en troc.

18 h 55 — **Tribune libre.** Humanité rouge.

19 h 10 — **Soir 3.**

19 h 20 — **Actualités régionales.**

19 h 40 — **Télévision régionale.**

19 h 55 — **La ville fantôme.** Dessin animé.

20 h 00 — **Les jeux de 20 heures.**

20 h 30 — **Le bagarreur.**
Film de Walter Hill (1975). Avec Charles Bronson, James Coburn, Jill Ireland et Strother Martin.
Durant la grande dépression économique aux Etats-Unis, Chaney s'engage dans des combats de boxe clandestins.

22 h 00 — **Soir 3.**

SELECTION RADIO

MARDI 17 MARS

FRANCE-MUSIQUE

20 h — **Premières loges.** Programme d'Henri Golaieb.
Gounod : « Ballade du roi de Thulé » et « Air des bijoux » par Ninon Vallin. Massenet : « Je suis encore tout étourdie », extrait de *Manon*, par Fanny Heldy. Ravel : « Ah ! la pitoyable aventure », extrait de *l'Heure espagnole*. G. Charpentier : « Depuis le jour », extrait de *Louise*, par Janine Micheau

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — **Un livre, des voix.** Nicole Avril : *la Disgrâce*. A treize ans, Isabelle est un laideron.

20 h — **Dialogues.** Négritude et antillanité, avec le poète haïtien René Depestre et le romancier ethnologue martiniquais Edouard Glissant. Réal. Alain Pollet.

MERCREDI 18 MARS

FRANCE-MUSIQUE

9 h 02 — **Le matin des musiciens.** *La Passion selon saint Jean.*

15 h 50 — **Galerie de portraits.** Par Michel Vincent. Portrait de la pianiste Kâbi Laretei, une des artistes les plus appréciées en Suède. Chopin, Scarlatti, Grieg, Schumann.

FRANCE-CULTURE

9 h 07 — **Sciences et techniques.** Matinée composée par Georges Charbonnier. Informatique et enseignement. Histoire de la linguistique française. La bioconversion de l'énergie solaire. Histoire des sciences.

12 h 45 — **Panorama.** L'Inde. Enregistrements réalisés lors du Festival du cinéma de New Delhi.

Réuni en congrès à Montpellier

Le SNES appelle au regroupement des enseignants du secondaire

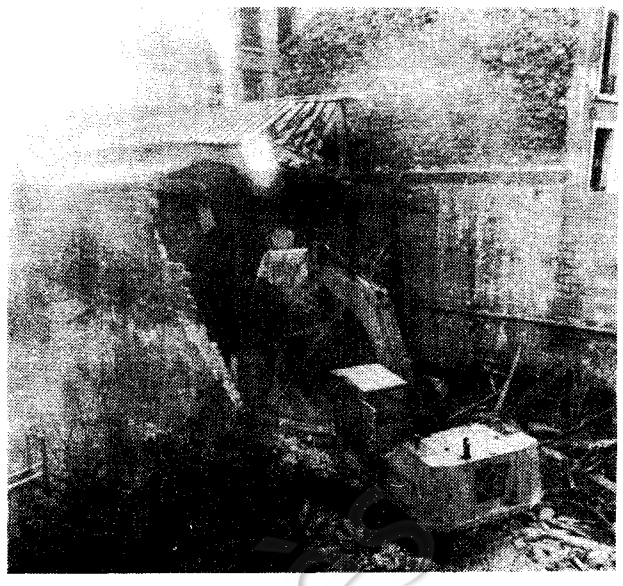
Montpellier abrite, du 17 au 20 mars, les travaux du Congrès du Syndicat national des enseignants du second degré, le SNES. Durant ce congrès d'orientation, le syndicat doit dresser un bilan de la situation des enseignants, actualiser leurs revendications et définir une stratégie d'action.

LE SNES est inquiet de la remise en cause constante de la fonction publique qui, selon lui, résulte de la politique gouvernementale qui conduit à une compression de postes et d'options et menace le statut des fonctionnaires. En ce domaine, il réaffirme sa position : *« Sécurité et stabilité pour les titulaires, résorption des auxiliaires ».*

Face à la politique du pouvoir et aux agressions dirigées contre le second degré, l'axe prioritaire du SNES reste l'unité de l'action syndicale. C'est la condition essentielle pour répondre à la *« stratégie du pouvoir qui entretient la division entre les catégories d'enseignants ».*

Le SNES prône l'unité d'action au plan général mais aussi dans le second degré. Il souhaite que tous les enseignants de ce secteur puissent se retrouver dans un seul mouvement qui regrouperait les professeurs de collège du SNI-TEGC et les enseignants du technique de SNETAA et du SNETP-CGT. Pour des raisons de représentativité et d'efficacité, le SNES désire aller vers l'unification de ces structures mais *« il ne peut se prononcer à la place des personnels concernés ».*

Durant ce congrès, le SNES va adopter une réforme de ses statuts. Il tiendra donc un congrès de travail et d'étude mais qui risque de connaître des luttes de tendances en cette période électorale.



La culture au bulldozer

LES bulldozers comme les chars sont toujours à l'avant-poste des négociations. Lundi à 6 h 30 du matin, les casseurs sont intervenus au 44, avenue Jean-Moulin dans le XIVe arrondissement de Paris, sans crier gare, et ont réduit en poussière l'atelier du Collectif des artistes plasticiens, écrasant même le matériel de peinture et de sculpture entreposé.

Les personnes présentes, dont M. Juvin, secrétaire de la section socialiste des artistes plasticiens, ont tenté de s'y opposer, en vain (voirnotre photo). Cette ancienne menuiserie, qui accueillait une quarantaine d'artistes et quelques troupes de théâtre, était une ruche fourmillant de projets d'animation. Les artistes avaient demandé à conserver ce havre de travail.

Ces lieux font partie d'un plan d'intervention de l'OPHLM de la Ville de Paris, qui doit y construire une série d'immeubles à logements sociaux. A aucun moment, pour les artistes, il n'a été question de contester ce programme, mais à juste titre ils réclamaient que cette politique des logements tienne compte des perspectives culturelles qu'offrait l'ancienne menuiserie.

Un projet élaboré par les artistes eux-mêmes avait été présenté au ministère de la Culture, qui intégrait l'ensemble de créations et d'animations et le projet de l'Office.

Voilà quelle a été la réponse de Giscard et de Chirac !





Opération «porte fermée» au ministère de la Santé contre l'hôpital de Corbeil

« S.O.S., l'hôpital de Corbeil est en danger. L'hôpital se meurt, il faut le sauver. » Tels étaient les slogans des manifestants rassemblés lundi après-midi devant le ministère de la Santé. MM. Bussery, maire de Juvisy, Claude Jaulin, maire d'Evry, Pierre Noé, sénateur de l'Essonne, Jean Albouy, maire-adjoint de Corbeil, le docteur Jacques Bonnin, élu socialiste et membre du conseil d'administration de l'hôpital de Corbeil, s'étaient rendus avenue Suger, à la tête d'une délégation du personnel, pour rencontrer le ministre de la Santé, Jacques Barrot. Ils espéraient lui demander des explications.

Hélas ! leurs questions resteront sans réponses, le ministre ayant refusé de recevoir la délégation. Claude Jaulin en a conclu : *« Nous avons des comptes à rendre aux contribuables. Nous reviendrons en masse, après avoir mobilisé tout le huitième secteur de l'Essonne, fort de ses 300 000 habitants. »*

Un héritage pour quinze légataires

La vente aux enchères de la collection Erich Chlomovitch, qui comprend plusieurs dizaines de toiles et de gravures signées notamment Matisse, Cézanne, Picasso, Renoir..., n'aura sans doute pas lieu, comme prévu, les 19 et 20 mars à l'hôtel Drouot. Et pour cause : quinze héritiers se réclament légataires universels. Le gouvernement yougoslave a également demandé aux autorités françaises de suspendre la vente, estimant qu'il appartient à la justice de Belgrade de statuer sur l'ordre de succession. Cette collection se trouvait dans le coffre d'une banque parisienne où son propriétaire l'avait déposée, à la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, avant de regagner son pays, la Yougoslavie. La location n'ayant jamais été payée depuis la mort d'Erich Chlomovitch, fusillé par les nazis en 1943, l'établissement bancaire avait reçu l'ordre, en septembre dernier, d'ouvrir le coffre.

• Le PS invite les cadres. Le Parti socialiste invite les cadres à venir débattre de leur situation et de leurs aspirations le jeudi 19 mars, à 20 h 45, salle des Arts-et-Métiers, au 9, avenue d'Iéna à Paris. Participeront à ce débat : Paul Quilès, député de Paris, ancien polytechnicien, et Pierre Castagnou, délégué national aux cadres pour le PS, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris.

Les «juges rouges» répondent à Peyrefitte

AU cours de la conférence de presse donnée lundi matin par le Syndicat de la magistrature, François Roger, le président de cette organisation, a entrepris de contredire certaines des affirmations que le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, assène dans son livre *les Chevaux du lac Ladoga.*

Les prisons sont surpeuplées (celle de Fresnes possède 1 600 places et accueille 3 300 détenus), et le taux d'occupation était, en mai 1979, de 141 %. *« Dans son livre, Peyrefitte prétend avoir doublé le budget de la Justice entre 1977 et 1981. En francs constants, c'est absolument faux. Ce qui est vrai, c'est qu'il a créé cinq fois plus de postes de gardien de prison que d'éducateur. »*

Pour le pouvoir, une société harmonieuse est une société sans conflits ; pour le Syndicat de la magistrature, c'est le contraire : *« Il faut que tous les courants marginaux puissent s'exprimer à travers la Justice. »* Or le bilan de l'action du gouvernement actuel se résume en deux actions : *« Renforcement de la hiérarchie et baisse de l'autonomie des juges ».*

Une fillette de deux ans carbonisée dans l'incendie de la crèche des Beaux-Arts

UNE enfant de deux ans et demi a trouvé la mort et six autres personnes — dont une fillette — ont été blessées dans l'incendie qui a totalement détruit, lundi en début d'après-midi, la crèche de l'école des Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte, à Paris.

L'incendie, d'origine accidentelle, a ravagé les locaux, situés sous les toits, au troisième étage d'un des bâtiments de l'école. Quatorze enfants — âgés de deux à cinq ans environ —, encadrés par deux ou trois adultes, s'y trouvaient quand le feu s'est déclaré avant d'embraser la toiture sur une centaine de mètres carrés.

Aussitôt, des étudiants et des employés de l'école se sont précipités et sont parvenues, malgré la chaleur étouffante et l'âcre fumée, à sortir la plupart des enfants du brasier, par les toits et l'escalier principal. Convaincus de les avoir tous secourus, les pompiers, guidés par le personnel, n'ont découvert que bien plus tard, sous un tas de décombres, le corps de la petite Morena Canzani, de Paris. Une autre fillette avait été brûlée au visage, cependant que cinq sauveteurs, dont deux pompiers, étaient blessés sans gravité.

Sakharov en exil à la télévision

Le premier film montrant l'académicien Andrei Sakharov, prix Nobel de la paix, en exil à Gorki depuis plus d'un an, a été diffusé lundi soir par la télévision suédoise. Dans ce document, filmé en janvier dernier par un amateur et parvenu en Suède par des voies détournées, selon la télévision, le dissident soviétique déclare notamment : *« L'Académie soviétique, contrairement aux sociétés scientifiques occidentales, ne prend pas la défense des chercheurs soviétiques persécutés et ne se soucie guère de défendre la liberté de pensée. »*

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....